ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Premier Ministre, Ministre de la Défense nationale, le 18 janvier 1979, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif au recrutement et à la formation du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie", a donné le 28 février 1979 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 18e januari 1979 door de Eerste Minister, Minister van Landsverdediging, verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de werving en vorming van het personeel van het operationeel korps van de rijkdwacht", heeft de 28e februari 1979 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

I. Dans plusieurs de ses dispositions, le projet contient des délégations de pouvoir au commandant de la gendarmerie. Certaines de ces délégations, par l'importance de leur objet, appellent une observation qui a déjà été faite à plusieurs reprises et notamment sous la forme suivante dans l'avis L. 13.189/2 et L. 13.190/2 donné le 20 septembre 1978 au Vice-Premier Ministre et Ministre de la Défense nationale.

"Selon les principes fondamentaux du droit public, la délégation de pouvoir n'est autorisée que dans la mesure où elle n'a pas pour objet la totalité du pouvoir d'une autorité ou la substance même de ce pouvoir. Une autorité ne peut confier l'exercice de certains de ses pouvoirs à une autorité subordonnée qu'en vue de la prise de décisions qui, compte tenu de la matière concernée et de l'ensemble des règles applicables, n'ont qu'une importance restreinte.

Il est de l'essence des pouvoirs réglementaires qu'ils régissent une catégorie générale de cas; dès lors, quant à leur nature juridique, ces pouvoirs ont une importance plus grande que ceux qui consistent en des habilitations à prendre des décisions individuelles. Néanmoins, selon la jurisprudence des Cours et tribunaux (1) et celle du Conseil d'Etat (2), le Roi peut déléguer des pouvoirs de caractère réglementaire, surtout à un ministre, en raison du statut constitutionnel de celui-ci.

.../...

---

(1) Cass. 4 mai 1920, Pas. 1920, I, 137, avec les conclusions de l'Avocat général Demeure; 13 mai 1935, Pas. 1935, I, 247. Appel Bruxelles, 20 septembre 1930, avec les conclusions de l'Avocat général Louveaux, Belg. jud. 1931, col. 15; Appel Bruxelles, 28 janvier 1939, Pas. 1941, II, 70.

(2) C.E. 11 septembre 1959. Union nationale des opticiens de Belgique, n° 7211, Rec. p. 535; 29 juin 1962, S.P.R.L. Firentra et S.A. Enrema, n° 9486, Rec. p. 588.
Voir également : LES NOVELLES, Droit administratif, Tome VI, le Conseil d'Etat, n° 1253-1265, Bruxelles, Larcier, 1975.

Même lorsqu'elle est consentie au Ministre, une délégation de pouvoir réglementaire faite par le Roi, doit, conformément aux principes rappelés ci-dessus, avoir un objet fort limité : elle ne peut consister qu'à attribuer au Ministre le pouvoir de déterminer les mesures d'exécution d'une réglementation dont le Roi fixe Lui-même toutes les dispositions fondamentales (1) (2).

La délégation conférée au commandant de la gendarmerie par l'article 21 du projet n'encourt pas cette critique, car le pouvoir de classer les élèves par ordre d'ancienneté sur base de critères précis fixés par le Roi n'est pas un pouvoir réglementaire. De même, le pouvoir de statuer sur la réussite ou l'échec d'un élève (article 25, § 4, du projet) et celui de déterminer les modalités d'organisation des épreuves (article 26, § 2, 4°, article 31, § 2, 4°, et article 35, § 2, 4°, du projet) n'excèdent pas les limites de la délégation permise d'un pouvoir d'exécution, soit individuel, soit réglementaire de détail.

Par contre, la délégation au commandant de la gendarmerie de pouvoirs réglementaires plus larges ne peut être admise, notamment dans les cas prévus à l'article 25, § 2, 2°, à l'article 26, § 2, 1° à 3°, à l'article 30, § 2, 3°, à l'article 31, § 2, 1° à 3°, à l'article 34, § 2, à l'article 35, § 2, 1° à 3°, et à l'article 37, § 3, du projet.

.../...

---

(1) Voir les références citées dans les notes précédentes. Voir également, dans l'avis du Conseil d'Etat sur le projet devenu l'arrêté royal du 14 février 1961 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public, l'observation relative à l'article 75 du projet (Moniteur belge du 15 mars 1961, page 2006; Pasinomie 1961, page 145).

(2) Le passage qui précède reproduit, en substance, un extrait de l'avis du Conseil d'Etat L. 10.778/2 du 2 juillet 1969 sur un projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat.

II. Les délégations de pouvoirs conférées par le projet manquent de cohérence dans deux cas :

A. Suivant l'article 2, § 3, du projet, le Ministre de la Défense nationale détermine le programme des différentes parties de l'épreuve littéraire et scientifique de recrutement. Toutefois, en ce qui concerne l'admission au cycle de formation d'officier, l'article 5 du projet paraît lier la compétence ainsi donnée au Ministre, en prescrivant que "l'épreuve littéraire et scientifique ... est de même nature et contenu que l'examen d'admission à la section "Toutes Armes" de l'Ecole royale militaire". Ce renvoi soulève deux difficultés :

1° le Gouvernement entend-il assimiler l'épreuve littéraire et scientifique à l'examen d'admission à la section "toutes armes" de l'Ecole royale militaire, non seulement quant à la nature et au contenu, mais aussi quant au niveau de l'épreuve ? Dans l'affirmative, la délégation prévue à l'article 2, § 3, serait pratiquement sans objet en ce qui concerne l'admission au cycle de formation d'officier;

2° d'un point de vue légistique, le procédé du renvoi a l'inconvénient que toute modification de la nature ou du contenu de l'examen d'admission à la section "toutes armes" de l'Ecole royale militaire entraînera une modification identique de l'épreuve littéraire et scientifique préalable à l'admission au cycle de formation d'officier au corps opérationnel de la gendarmerie, même si, au moment où la modification surviendra, cette répercussion n'est pas voulue, voire est perdue de vue, et, le cas échéant, ne correspond pas aux besoins spécifiques du corps opérationnel de la gendarmerie.

.../...

B. L'article 26, § 1er, du projet charge le Ministre de la Défense nationale de déterminer notamment : "2° les critères d'appréciation des aptitudes professionnelles". L'article 26, § 2, charge le commandant de la gendarmerie de déterminer notamment : "3° les coefficients d'importance ... des critères d'appréciation des aptitudes professionnelles". Le caractère excessif de cette dernière délégation, déjà souligné dans l'observation générale n° I, s'aggrave du fait que le commandant de la gendarmerie, compétent pour pondérer l'influence des critères d'appréciation des aptitudes professionnelles déterminés par le Ministre, pourrait éventuellement, par ce moyen, vider d'une grande partie de sa substance, le pouvoir attribué au Ministre. Pour éviter pareille divergence, il serait plus logique et plus simple que le ministre habilité à choisir les critères d'appréciation des aptitudes professionnelles, soit également habilité à déterminer les coefficients d'importance.

III. Les articles 8 et 10 du projet, qui ont trait aux épreuves littéraires et scientifiques préalables à l'admission aux cycles de formation de sous-officier d'élite et de sous-officier subalterne, font l'un et l'autre référence à "certaines matières des études moyennes du degré inférieur". D'un même point de vue, à l'article 29, § 2, 6., et à l'article 33, § 2, 4., le niveau des cours de formation générale pour sous-officiers d'élite et pour sous-officiers subalternes est déterminé par référence aux études moyennes du degré supérieur. Les références des articles 8 et 10 sont conformes à l'article 11, § 3, de la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du cadre actif du corps opérationnel de la gendarmerie, disposition aux termes de laquelle :

"§ 3. Tous les candidats (sous-officiers d'élite et sous-officiers subalternes) doivent ... être porteurs d'un diplôme ou certificat d'études moyennes du degré inférieur ou d'études dont l'équivalence avec les précédentes est fixée par le Ministre de la Défense nationale".

.../...

En vue de l'exécution de cette dernière disposition, l'article 15 du projet d'arrêté ministériel (L. 13.281/2) relatif au recrutement et à la formation du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie prévoit que "sont considérées comme équivalentes aux études moyennes du degré inférieur, les études à la suite desquelles est délivré un des diplômes, brevets ou certificats exigés à l'annexe I de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat pour l'admission au niveau 3 des agents de l'Etat".

Le régime qui procède de la combinaison de ces différentes dispositions n'est pas adapté aux structures de l'enseignement secondaire telles qu'elles résultent de la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire et de l'arrêté royal du 30 juillet 1976 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire. Certes, le cycle inférieur de trois années d'études subsiste dans la mesure où subsiste l'enseignement secondaire traditionnel, désormais dénommé "enseignement secondaire de type II" (Voir l'arrêté royal précité du 30 juillet 1976, notamment l'article 26, § 1er). Cependant, l'enseignement rénové, dénommé "enseignement secondaire de type I", prévu par la loi du 19 juillet 1971 et organisé successivement par l'arrêté royal du 31 juillet 1975 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire, puis par l'arrêté royal déjà cité du 30 juillet 1976, " se compose de trois degrés de deux ans" (loi du 19 juillet 1971, article 2, § 1er).

Ces deux types d'enseignement coexistent. Aux termes de l'article unique de l'arrêté ministériel du 5 janvier 1976 relatif aux établissements d'enseignement secondaire de l'Etat : "Dans les établissements d'enseignement secondaire de type II existant au 1er septembre 1975, la structure de l'enseignement sera modifiée progressivement d'année en année pour être rendue conforme aux dispositions des articles 2 et 4 de la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation

.../...

de l'enseignement secondaire, et ce à partir de l'année scolaire 1978-1979 au plus tard". Par contre, il ressort des travaux préparatoires de la loi du 19 juillet 1971 que "le législateur n'a nullement entendu imposer à l'enseignement subventionné le régime de l'enseignement secondaire rénové" (Conseil d'Etat, arrêt n° 18.939 du 27 avril 1978, en cause MARCO et VANDENDOREN).

Tels qu'ils sont rédigés conformément à l'article 11, § 3, de la loi du 27 décembre 1973, les articles 8 et 10 du projet excluent les candidats qui ont suivi ou auront suivi l'enseignement secondaire de type I, puisque celui-ci ne comprend pas d'études moyennes du degré inférieur. Cette exclusion est d'autant moins justifiable qu'elle n'épargnera, d'ici à deux ans, que les seuls candidats issus des établissements d'enseignement subventionné qui n'auront pas adopté le régime de l'enseignement secondaire rénové.

C'est évidemment dans la loi du 27 décembre 1973 que pareille cause de discrimination doit être éliminée. Cependant, en attendant l'adaptation de cette loi à la loi du 19 juillet 1971, le Ministre pourrait user du pouvoir que lui confère l'article 11, § 3, précité afin de déterminer, dans l'enseignement secondaire de type I, quelles attestations - suivant la terminologie de l'article 22 de l'arrêté royal du 30 juillet 1976 - sont équivalentes aux diplômes et aux certificats d'études moyennes du degré inférieur, tandis que seraient également visées aux articles 8, 10, 29, § 2, et 33, § 2, du projet les matières des études moyennes du degré inférieur pour l'enseignement secondaire de type II et celles, par exemple, des trois premières années de l'enseignement secondaire de type I.

Les articles 8, 10, 29, § 2, et 33, § 2, du projet, de même que l'article 16 du projet L. 13.281/2, devraient donc être revus, au besoin de l'avis des Ministres de l'Education nationale.

.../...

IV. Le régime linguistique consacré par le projet est relativement complexe, en ce qui concerne tant le recrutement que la formation.

a. Recrutement :

Bien que le projet ne le précise formellement en aucune de ses dispositions, il ressort des articles 8, 10, 12, § 1er, alinéa 1er, et 13, § 1er, combinés dudit projet ainsi que du projet d'arrêté ministériel L. 13.281/2 (article 1er) en ce qui concerne les candidats officiers, comme des explications fournies par l'officier délégué, que les candidats ont le choix de la langue dans laquelle ils subiront les épreuves de recrutement. Ils ont aussi, par conséquent, celui de leur régime linguistique, sous réserve, pour les candidats officiers et pour les candidats sous-officiers d'élite, de la réussite de l'examen de langue qui leur est imposé.

Les candidats officiers subissent une épreuve littéraire et scientifique de mêmes nature et contenu que l'examen d'admission à la section "toutes armes" de l'Ecole royale militaire (article 5 du projet). Ils doivent donc présenter un examen portant sur "la connaissance approfondie de la langue française ou néerlandaise, au choix du candidat, et (sur) la connaissance élémentaire de l'autre langue ou de la langue allemande, conformément à l'article 2 de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée, modifié par les lois du 30 juillet 1955 et du 13 novembre 1974" (arrêté royal du 14 novembre 1968 relatif à l'organisation de l'Ecole royale militaire, article 13, § 1er, modifié par l'arrêté royal du 20 février 1975).

.../...

Suivant l'article 8, 2°, du projet, l'épreuve littéraire et scientifique pour sous-officiers d'élite comprend l'examen de langue prévu par l'article 8 de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée. Le candidat sous-officier d'élite doit donc, "en obtenant la moitié des points à un examen, donner la preuve de la connaissance effective de la langue de l'unité dans laquelle il est appelé à servir".

L'article 10 du projet n'impose pas d'examen de langue dans l'épreuve littéraire et scientifique pour sous-officiers subalternes.

La gendarmerie fait partie des forces armées aux termes de l'article 2, § 1er, de la loi du 2 décembre 1957 sur la gendarmerie et de l'article 1er de la loi du 27 décembre 1973. Elle est soumise, à ce titre, à la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée. En conséquence, sauf dans les cas où cette loi en dispose autrement, elle est soustraite à l'application des lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative, en vertu de l'article 1er, § 1er, 1°, de ces lois. Il s'ensuit que le régime de recrutement des candidats officiers n'encourt aucune critique de légalité. Par contre, de ce que la loi du 30 juillet 1938 est applicable à la gendarmerie, il ne résulte pas nécessairement que l'article 8 de cette loi soit applicable aux sous-officiers de gendarmerie. S'il ne l'était pas, l'examen linguistique qu'il prévoit pourrait-il être imposé par l'arrêté royal en projet aux sous-officiers d'élite ? Si, au contraire, il l'était, les candidats sous-officiers subalternes pourraient-ils être dispensés de ce même examen, ainsi que le projet le prévoit ?

.../...

Un arrêté royal - non publié - du 24 juillet 1939 porte en substance que l'article 8 de la loi du 30 juillet 1938 n'est applicable qu'aux candidats 1ers maréchaux des logis et aux sous-officiers d'élite de la gendarmerie, non aux candidats maréchaux des logis, ni aux maréchaux des logis. Posant les mêmes questions de légalité que le projet sur ce point, cet arrêté n'apporte aucune contribution à leur solution (1).

L'article 8 de la loi du 30 juillet 1938, tant avant qu'après sa modification par la loi du 27 décembre 1961 portant statut des sous-officiers du cadre actif de la force terrestre, aérienne et navale, ne s'applique textuellement qu'aux sous-officiers de carrière. Or les sous-officiers de gendarmerie, suivant les dispositions en vigueur jusqu'au 31 décembre 1978, servaient comme volontaires sur la base d'engagements et de rengagements, ce qui les excluait de la catégorie des sous-officiers de carrière (2). L'article 2 de la loi du 27 décembre 1973 dans la mesure où ce dernier article concerne les sous-officiers et les candidats sous-officiers a été mis en vigueur au 1er janvier 1979, par l'arrêté royal du 10 août 1978.

.../...

---

(1) L'arrêté royal du 24 juillet 1939 devra de toutes façons être abrogé explicitement par le projet, qui s'y substitue. Un texte sera proposé à cet effet sous l'article 60, 1°, ci-après.

(2) Tel qu'il a été modifié par la loi précitée du 27 décembre 1961, l'article 8 de la loi du 30 juillet 1938 s'appliquait aussi à la catégorie des sous-officiers temporaires. La loi du 13 juillet 1976 relative aux effectifs en officiers et aux statuts du personnel des forces armées a toutefois, par son article 92, abrogé les mots "ou dans celle des sous-officiers temporaires", non directement dans l'article 8 précité, mais ... dans l'article 74 de la loi du 27 décembre 1961, ce qui a le même résultat puisque ce dernier article avait précisément introduit la catégorie des sous-officiers temporaires dans l'article 8.

Cette mise en vigueur a pour effet que les sous-officiers font désormais partie du personnel de carrière de la gendarmerie. L'article 8 de la loi du 30 juillet 1938 leur est donc directement applicable. Certes, les élèves des écoles de gendarmerie ne sont pas compris par l'article 2 de la loi du 27 décembre 1973 dans le personnel de carrière, mais comme leur formation a pour but de les y intégrer, il est normal que leur soit imposée, avant leur formation, l'épreuve de langue sans la réussite de laquelle cette intégration serait légalement impossible. Dès lors, dans la perspective du projet, il est sans intérêt d'examiner si, dans l'état de la législation et de la réglementation antérieur au 1er janvier 1979, l'article 8 de la loi du 30 juillet 1938 était ou non applicable aux candidats sous-officiers de gendarmerie.

De ce que la mise en vigueur de l'article 2 en son entier a rendu l'article 8 de la loi du 30 juillet 1938 directement applicable aux sous-officiers subalternes aussi bien qu'aux sous-officiers d'élite de la gendarmerie, il se déduit que l'absence d'un examen de langue dans l'épreuve littéraire et scientifique pour sous-officiers subalternes (article 10 du projet) n'est pas justifiée. Sans doute le projet ne peut-il encourir sur ce point un reproche d'illégalité, puisqu'il serait satisfait à la lettre de l'article 8 de la loi du 30 juillet 1938 pourvu que le candidat réussisse l'examen de langue avant sa nomination comme sous-officier subalterne. Mais puisque le candidat ne peut légalement être dispensé d'un tel examen, les raisons d'ordre pratique qui ont conduit à faire de sa réussite une condition à l'admission au cycle de formation de sous-officier d'élite semblent s'imposer également dans le cas des sous-officiers subalternes.

.../...

b. Formation :

Les candidats officiers et les candidats sous-officiers d'élite auront le choix de la langue dans laquelle la formation leur sera dispensée (article 22, alinéa 2, et article 29, § ler, 1°, alinéa 2, du projet). Les candidats sous-officiers subalternes, au contraire, suivront le cycle de formation dans la langue dans laquelle ils auront présenté les épreuves de recrutement (article 33, § ler, alinéa 2, du projet).

L'officier délégué a exposé que la faculté laissée aux élèves officiers et aux élèves sous-officiers d'élite de suivre "l'une ou l'autre" année du cycle de formation dans la deuxième langue était destinée à favoriser le bilinguisme des cadres de la gendarmerie.

Cette intention du Gouvernement est parfaitement conforme à l'esprit de la loi du 30 juillet 1938. Mais, bien qu'il s'agisse d'une question de fond, le Conseil d'Etat se doit de faire observer que la restriction énoncée par l'officier délégué n'est pas traduite par le texte des articles 22, alinéa 2, et 29, § ler, 1°, alinéa 2, du projet : telles qu'elles sont rédigées, ces dispositions permettent en effet aux élèves de suivre toute leur formation dans la deuxième langue.

INTITULE.

Dans la version néerlandaise de l'intitulé, il serait préférable de remplacer le mot "vorming" par "opleiding". Ce dernier terme est employé dans de nombreuses dispositions de la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du cadre actif du corps opérationnel de la gendarmerie, et se retrouve par ailleurs dans des mots composés tels que "opleidingscyclus" et "opleidingsjaar" utilisés dans le projet.

.../...

La même modification devrait être apportée aux dispositions du projet, sauf dans la combinaison "algemene vorming" (p. ex. à l'article 22).

PREAMBULE.

Les alinéas 3, 4, 7, 8, 10, 11, 12 et 14 du préambule devraient être omis car ils ne constituent ni le fondement du projet ni une modification d'un arrêté royal.

Dans les textes que le préambule doit viser, il y a lieu d'omettre les dispositions modificatives qui sont devenues sans objet à la suite de modifications et d'abrogations postérieures.

Le texte suivant est proposé :

"Vu la loi du 30 juillet 1938 ... (la suite comme au projet);

Vu la loi du 2 décembre 1957 sur la gendarmerie, modifiée par la loi du 29 décembre 1975;

Vu la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du cadre actif du corps opérationnel de la gendarmerie, modifiée par la loi du 8 juin 1978;

Vu la loi du 8 juin 1978 ... (la suite comme au projet);

Vu l'arrêté royal du 7 février 1957 relatif aux répétitions faites en seconde langue dans les écoles des forces armées et de la gendarmerie, notamment les articles 6 et 7 modifiés par l'arrêté royal du 11 janvier 1966;

Vu l'arrêté royal du 14 novembre 1968 relatif à l'organisation de l'Ecole royale militaire, notamment l'article 21 modifié par l'arrêté royal du 16 août 1971;

.../...

Vu l'arrêté royal du 8 novembre 1977 relatif aux engagements et aux rengagements volontaires en temps de paix, notamment l'article 13;

Vu l'avis ... (la suite comme au projet)".

DISPOSITIF.

Article 1er.

La phrase liminaire serait mieux rédigée comme suit :

"Pour être admis au cycle de formation d'officier ou aux cycles de formation de sous-officier, il faut : ".

La condition exprimée au 1° fait ensuite l'objet, à l'article 48, du développement suivant :

"Possède les qualités morales indispensables à l'état de membre du personnel de la gendarmerie, le candidat qui est d'une conduite irréprochable et possède l'honorabilité exigée d'un membre de la gendarmerie".

Dans son avis L. 12.859/2 du 4 juillet 1977 sur un projet d'arrêté royal relatif aux engagements et aux rengagements volontaires en temps de paix, le Conseil d'Etat a fait l'observation suivante :

"Une des conditions prévues au 5° manque de précision. Il est difficile de déterminer ce qu'on entend par "posséder l'honorabilité exigée d'un militaire de la catégorie de personnel pour laquelle il est candidat".

.../...

Le Conseil d'Etat propose la rédaction suivante : "être de conduite irréprochable".

Cette rédaction a été proposée par le Conseil d'Etat pour l'article 2 du projet devenu l'arrêté royal du 31 août 1976.

Cette rédaction a d'ailleurs l'avantage d'être en harmonie avec celle qui est utilisée pour les agents de l'Etat par l'arrêté royal du 2 octobre 1937 (article 16, § 1er, 2°).

Il est donc proposé de maintenir le 1° de l'article 1er dans le texte du projet, mais de supprimer, à l'article 48, les mots "et possède l'honorabilité exigée d'un membre de la gendarmerie".

Le 2° de l'article 1er devrait être rédigé comme suit :

"2° être exempt des maladies et infirmités qui entraînent l'inaptitude au service de la gendarmerie en application de l'arrêté royal du 5 novembre 1971 fixant les critères d'aptitude physique au service militaire des miliciens ainsi qu'au service des autres militaires et du personnel de la gendarmerie".

Au 5° du texte néerlandais, il convient de remplacer le mot "milicien" par "dienstplichtige", conformément aux lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962. Ce texte devrait être rédigé comme suit : "niet als dienstplichtige onder de wapens zijn of zijn dienst niet verrichten als gewetensbezwaarde".

.../...

Article 2.

Dans le texte néerlandais du paragraphe 1er, il est préférable d'écrire, au 2° "een psychologische en psychotechnische proef" et au 3° "een proef betreffende de fysieke conditie", conformément à la terminologie employée dans l'arrêté ministériel du 27 décembre 1977 fixant les épreuves psychotechniques et les épreuves de condition physique imposées aux candidats militaires des cadres actifs. La même observation vaut également pour les autres articles relatifs à la matière.

Le paragraphe 2 serait mieux rédigé comme suit :

"§ 2. Les candidats ne peuvent se présenter plus de trois fois à l'épreuve littéraire et scientifique de recrutement d'officiers ni encourir plus d'un échec pour chacune des épreuves de recrutement de sous-officiers.

Toutefois, il n'est pas tenu compte des épreuves auxquelles un candidat ne s'est pas présenté en raison d'un motif jugé légitime par le Commandant de la gendarmerie".

Le paragraphe 3 serait mieux rédigé comme suit :

"§ 3. Le Ministre de la Défense nationale règle le programme et les modalités d'organisation des épreuves de recrutement".

.../...

Article 3.

Le texte suivant est proposé pour la première phrase du 3° :

"Les candidats qui, faisant partie ou ayant fait partie de l'armée ou de la gendarmerie, ne servent pas ou n'ont pas servi de manière satisfaisante".

Article 4.

La phrase liminaire devrait être rédigée comme suit :

"Pour être admis au cycle de formation d'officier, il faut satisfaire aux conditions particulières suivantes :".

Au 2°, les mots "prévue à l'article 2, § 1er, 1°", doivent être supprimés.

Le 3° devrait être rédigé comme suit :

"3° être reconnu médicalement apte comme candidat officier conformément à l'arrêté royal du ... relatif aux critères médicaux d'aptitude et aux examens médicaux d'admission au corps opérationnel de la gendarmerie".

Cette rédaction permettrait l'omission de l'article 6 du projet.

Article 5.

On se réfèrera pour cet article à l'observation générale n° II, A, ci-dessus.

.../...

Article 6.

Cet article doit être omis pour le motif exposé sous l'article 4.

\+

\+ \+

L'intitulé de la section 3, serait mieux rédigé comme suit : "Les conditions particulières à l'admission aux cycles de formation de sous-officiers".

Article 7.

La phrase liminaire serait mieux rédigée comme suit :

"Pour être admis au cycle de formation de sous-officiers d'élite, il faut satisfaire aux conditions particulières suivantes :".

Au 2°, les mots "prévue à l'article 2, § 1er, 1°," doivent être supprimés.

Le 3° devrait être rédigé comme suit :

"3° être reconnu médicalement apte comme candidat sous-officier d'élite conformément à l'arrêté royal du ... relatif aux critères médicaux d'aptitude et aux examens médicaux d'admission au corps opérationnel de la gendarmerie".

Cette rédaction permettrait l'omission de l'article 11 du projet.

Article 8.

On se réfèrera à l'observation générale n° III.

.../...

Article 9.

La phrase liminaire serait mieux rédigée comme suit :

"Pour être admis au cycle de formation de sous-officier subalterne, il faut satisfaire aux conditions particulières suivantes :".

Le 2° devrait être rédigé comme suit :

"2° être reconnu médicalement apte comme candidat sous-officier subalterne conformément à l'arrêté royal du ... relatif aux critères médicaux d'aptitude et aux examens médicaux d'admission au corps opérationnel de la gendarmerie".

Article 10.

On se réfèrera à l'observation générale n° III.

Article 11.

Cet article doit être omis puisqu'il a été repris dans l'article 7, 3°, et dans l'article 9, 2°.

Article 13.

Au paragraphe 3, aucun critère ne permet de départager les candidats qui auraient obtenu la même moyenne générale des points à l'épreuve littéraire et scientifique. Il conviendrait de combler cette lacune.

.../...

Article 14.

A l'alinéa 2 du paragraphe 1er, l'expression "au prorata" est équivoque et ne concorde pas avec l'expression "tot beloop" du texte néerlandais.

Si l'intention du Gouvernement était de ne convoquer qu'un nombre de candidats égal aux besoins du recrutement, l'élimination qui résulterait éventuellement des examens risquerait de ne laisser qu'un nombre de candidats insuffisant.

Si, au contraire, l'intention du Gouvernement, comme l'alinéa 4 le fait croire, était de convoquer un nombre de candidats suffisant pour satisfaire aux besoins du recrutement, quelles que soient les éliminations résultant de l'examen, il conviendrait de remplacer l'expression "au prorata" par "en fonction".

+

Les paragraphes 2 et 3 seraient mieux rédigés comme suit :

"§ 2. Les candidats qui, pour un motif reconnu valable par le commandant de la gendarmerie ou par l'autorité que celui-ci désigne, se trouvent ou se sont trouvés dans l'impossibilité de se présenter aux épreuves de recrutement ou de répondre à la convocation en vue de leur admission, sont portés sur une des listes postérieures, compte tenu de la durée de l'indisponibilité invoquée.

§ 3. Eu égard aux nécessités du recrutement, le commandant de la gendarmerie peut clore les listes visées au paragraphe 1er, alinéa 1er, et, en conséquence, ne plus accepter d'inscriptions.

.../...

Le commandant de la gendarmerie peut, pour les mêmes raisons et dans les mêmes formes, ouvrir à nouveau ces listes".

+

L'intitulé du chapitre II devrait être rédigé comme suit :

"Des cas de dispense".

+

Article 15.

Le début de cet article devrait se lire :

"L'élève d'une école de gendarmerie ...".

Article 16.

Le 2° du paragraphe 1er pourrait être rédigé comme suit :

"2° le candidat officier ou le candidat sous-officier d'élite qui a perdu cette qualité et qui a sollicité son admission au cycle de formation de sous-officier subalterne".

Le dernier membre de phrase du paragraphe 2 serait mieux rédigé comme suit :

"...; toutefois, il doit terminer avec succès le cycle de formation de sous-officier subalterne avant d'être admis au cycle de formation de sous-officier d'élite".

.../...

Article 18.

Les mots "joint en annexe du" doivent être remplacés par "annexe au".

Article 19.

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 19.-

Le commandant de la gendarmerie ou l'autorité que celui-ci désigne notifie par écrit aux candidats qu'ils peuvent ou non être admis à un cycle de formation.

Il convoque les candidats admissibles".

Article 20.

A l'alinéa 1er de cet article, il faut écrire : "et après avoir pris connaissance des dispositions ...".

A l'alinéa 2, les mots "de plein droit" doivent être omis.

Article 21.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 21.-

L'ancienneté relative des élèves est fixée par le commandant de la gendarmerie, compte tenu des résultats obtenus aux épreuves imposées préalablement à la commission à ce grade".

.../...

Article 23.

Au a.10, il y a lieu d'écrire : "méthodologie générale de la recherche et critique historique;".

Le début du b. devrait se lire comme suit :

"b. les cours qui sont faits ...;".

A la fin de la phrase liminaire du c. les mots : "les cours énumérés ci-après" doivent être remplacés par "les cours suivants :".

Article 24.

Le début de l'alinéa 2 devrait être rédigé comme suit :

"L'enseignement donné dans cette école est le suivant :".

Au 9. du même alinéa 2, il appartiendra au Gouvernement d'apprécier si l'expression "questions relatives au maintien de l'ordre public" ne serait pas préférable à "questions relatives à l'ordre public". La même observation vaut pour l'article 59, § 2, 4.

Article 25.

Le début du paragraphe 1er serait mieux rédigé comme suit :

"Sous réserve de l'appréciation ... (la suite comme au projet)".

+

.../...

A l'alinéa 3 du paragraphe 1er, les mots "l'aptitude de chef" doivent être remplacés par : "l'aptitude au commandement".

+

Au paragraphe 3, il y a lieu d'énumérer les conditions en les faisant précéder d'un 1°, 2° et 3° et de rédiger les 2° et 3° comme suit :

"2° en ce qui concerne les première, seconde ou cinquième années, obtenir la moitié des points dans chaque branche ou groupe de branche;

3° en ce qui concerne la troisième et la quatrième années, réussir les épreuves à l'université et obtenir la moitié des points à la note d'ensemble".

+

Le paragraphe 4 serait mieux rédigé comme suit :

"§ 4. Pour chaque année de formation, le commandant de la gendarmerie ou l'autorité que celui-ci désigne statue sur la réussite ou sur l'échec des candidats, sur base des notes données aux candidats et en application des critères de réussite fixés au paragraphe 3".

Article 26.

Suivant le paragraphe 3, "le programme des deux premières années de la formation générale et professionnelle est élaboré en accord avec le conseil d'administration des universités de l'Etat".

.../...

A défaut de disposition expresse en sens contraire dans la loi, les principes constitutionnels ne permettent pas au Roi de se lier par l'effet d'un accord extérieur dans l'exercice de ses pouvoirs réglementaires.

Le Conseil d'Etat suggère, en conséquence, de dire : "est élaboré après avis du conseil d'administration des universités de l'Etat".

Article 28.

L'intention du Gouvernement serait mieux exprimée dans la rédaction suivante :

"Article 28.-

Le candidat qui échoue peut être autorisé par le commandant de la gendarmerie à recommencer une seule fois :

- l'une des deux premières années de la formation;

- l'une des troisième et quatrième années de la formation;

- la cinquième année de la formation.

Cette autorisation ne peut être accordée ... (la suite comme au projet).

Le commandant de la gendarmerie décide à quel examen ou à quelle épreuve le candidat doit se représenter et s'il doit suivre à nouveau les cours en tout ou en partie".

.../...

Article 29.

La rédaction suivante est proposée pour le 1° du paragraphe 1er.:

"1° - le cycle de formation de sous-officier d'élite comprend trois années".

La formation est dispensée en langue française ou néerlandaise au choix du candidat. Toutefois, les élèves qui ont subi les épreuves de recrutement en langue allemande peuvent présenter, dans cette langue, les examens prévus à l'article 30, § 2".

Au paragraphe 2, 3., il serait préférable d'écrire : "dans des opérations de police administrative et judiciaire et dans des missions de combat;".

Article 30.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 30.-

§ 1er. Sans préjudice de l'appréciation des qualités morales indispensables, prévue à l'article ... (la suite comme au projet).

Les notes d'études ... (la suite comme au projet).

Les notes d'aptitudes professionnelles résultent des notes de l'année sur la valeur ... de sous-officier d'élite de la gendarmerie ainsi que sur l'aptitude au commandement; ... (la suite comme au projet).

Ces notes d'ensemble ... (la suite comme au projet).

.../...

§ 2. Les candidats sous-officiers d'élite subissent au cours de leur formation les examens suivants :

1° au cours de la première année, les mêmes examens que ceux que prévoit l'article 34, § 2;

2° à l'issue de la deuxième année, un examen de passage;

3° à l'issue de la troisième année, un examen final présenté devant un jury et portant sur les branches désignées par le Ministre de la Défense nationale (voir sur ce dernier point l'observation générale n° I).

Au cours de la formation, les candidats sont interrogés régulièrement sur les matières enseignées.

§ 3. Pour chaque année de formation ou pour chaque trimestre, suivant le cas, le Commandant de la gendarmerie ou l'autorité que celui-ci désigne statue sur la réussite ou sur l'échec des candidats sur base des notes données aux candidats et en application des critères de réussite fixés par le Ministre de la Défense nationale".

Article 32.

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 32.-

Le candidat qui échoue peut être autorisé par le commandant de la gendarmerie à recommencer une seule fois :

1° un trimestre au cours de la première année de la formation;

2° l'une des deuxième et troisième années de la formation.

.../...

Le commandant de la gendarmerie décide à quel examen ou à quelle épreuve le candidat doit se représenter et s'il doit suivre à nouveau les cours en tout ou en partie".

Article 33.

Le début du paragraphe 1er doit se lire comme suit :

"Le cycle de formation de sous-officier subalterne comprend une année".

Article 34.

Le début du paragraphe 1er serait mieux rédigé comme suit :

"Sous réserve de l'appréciation des qualités morales indispensables, prévue à l'article ... (la suite comme au projet).

A l'alinéa 3 du même paragraphe, les mots "de celles" doivent être remplacés par "des notes".

La rédaction suivante est proposée pour le paragraphe 3 :

"§ 3. Pour chaque trimestre de formation, le commandant de la gendarmerie ou l'autorité que celui-ci désigne, statue sur la réussite ou sur l'échec des candidats, sur base des notes données aux candidats et en application des critères de réussite fixés par le Ministre de la Défense nationale".

.../...

Article 36.

Le texte suivant est proposé :

"Article 36.-

Le candidat qui échoue peut être autorisé par le commandant de la gendarmerie à recommencer une seule fois le trimestre d'instruction".

Article 37.

Au paragraphe 1er, il convient de lire : "en temps utile ...".

La rédaction suivante est proposée pour le paragraphe 2 :

"§ 2. Sur demande motivée établie par l'élève dès qu'il en a la possibilité, le Commandant de la gendarmerie ou l'autorité que celui-ci désigne accorde ou refuse l'ajournement et, le cas échéant, décide à quelle épreuve l'élève doit se représenter et s'il doit suivre à nouveau les cours en tout ou en partie".

Article 38.

Le second alinéa serait mieux rédigé comme suit :

"Pour le calcul du nombre d'autorisations de recommencer une année ou un trimestre de formation, il n'est pas tenu compte de la non-participation d'un élève qui a bénéficié d'un ajournement".

.../...

Article 39.

La rédaction suivante est proposée pour les 1°, 2° et 3° du paragraphe 2 :

"1° au candidat qui n'a pas été autorisé, en vertu des articles 28, 32 et 36, à poursuivre sa formation;

2° au candidat officier qui a échoué définitivement en vertu de l'article 4bis de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée;

3° au candidat qui le demande; toutefois, lorsque le candidat a atteint l'âge de 18 ans, le commandant de la gendarmerie peut lui refuser le retrait s'il estime cette mesure contraire à l'intérêt du service".

+

Le paragraphe 3 serait mieux rédigé comme suit :

"§ 3. Le Ministre de la Défense nationale peut, à tout moment de la formation, retirer la qualité de candidat officier, de candidat sous-officer d'élite ou de candidat sous-officier subalterne à l'élève qui, de l'avis des Commissions militaires d'aptitude et de réforme, est, de façon définitive, médicalement inapte comme ... (la suite comme au projet)".

+

Aux paragraphes 4 et 5, les mots "qui peut faire l'objet" doivent être remplacés par les mots "susceptible de faire l'objet".

+

.../...

Le texte suivant est proposé pour le paragraphe 6 :

"§ 6. Le Commandant de la gendarmerie statue sur les demandes visées aux paragraphes 4 et 5 et détermine éventuellement la partie du cycle de formation dont le candidat est dispensé".

Article 40.

Il conviendrait de rédiger le 1° en ces termes :

"1° le candidat qui est privé de son grade par une décision judiciaire ou en vertu d'une telle décision".

Article 43.

Les 1° et 2° seraient plus clairement rédigés comme suit :

"1° s'ils sont candidats sous-officiers d'élite, aux grades de brigadier et de maréchal des logis;

2° s'ils sont candidats sous-officiers subalternes, au grade de brigadier".

.../...

Article 44.

Le début du paragraphe 2 doit se lire : "Le candidat officier qui a été commissionné ...".

Le début du paragraphe 3 devrait être rédigé comme suit :

"Les paragraphes 1er et 2 ..." (la suite comme au projet).

Article 45.

A la fin de cet article, il convient d'écrire :

"conformément aux paragraphes 1ers des articles 25, 30 et 34".

Article 47.

La fin de cet article devrait être rédigée comme suit :

"... ne peut avoir atteint l'âge de 35 ans, sauf dans les cas prévus aux articles 15, 28, 32, 36 et 37".

.../...

TITRE V (articles 48 à 57).

Les articles 48 à 57 du projet tendent à pourvoir à l'exécution de l'article 6 de la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du cadre actif du corps opérationnel de la gendarmerie.

Les principales dispositions dudit article 6 sont rédigées comme suit :

"§ 1er. Le Ministre de la Défense nationale apprécie les qualités morales du candidat avant qu'il ne commence sa formation.

Cette appréciation peut être modifiée au cours de la formation.

Le Ministre de la Défense nationale apprécie de nouveau les qualités morales du candidat:

...

§ 2. Les avis émis au sujet d'un candidat en vue de l'élaboration des appréciations visées au § 1er, sont communiqués à l'intéressé.

§ 3. Le candidat peut introduire un recours devant une commission d'appel comprenant des représentants des Ministres de la Défense nationale, de l'Intérieur et de la Justice.

Le Roi fixe les conditions de recevabilité du recours, la composition de la commission et les règles de la procédure".

.../...

Il ressort des dispositions du projet, et notamment de l'article 51, § 2, et des articles 53 à 55 que, dans la pensée du Gouvernement, le recours institué par l'article 6, § 3, de la loi du 27 décembre 1973 est ouvert non contre la décision du Ministre de la Défense nationale relative aux qualités morales d'un candidat, décision qui est prévue par le paragraphe 1er de l'article, mais contre les avis émis en vue de l'élaboration de cette décision, avis qui sont prévus au paragraphe 2 de l'article.

L'article 6, § 3, de la loi n'indique pas de manière expresse l'acte contre lequel le candidat peut introduire un recours auprès de la commission d'appel. Cette imprécision du texte fait surgir une grave difficulté d'interprétation.

De manière très générale, un appel est ouvert contre une décision et il est institué en vue de permettre à l'intéressé d'obtenir une nouvelle décision réformant la décision initiale. Toutefois, en quelques matières, c'est contre une proposition que le recours est ouvert et ce recours constitue un appel en ce sens qu'il permet d'obtenir un nouvel acte réformant la proposition contestée. Il en est ainsi, par exemple, en ce qui concerne l'application aux agents de l'Etat des peines disciplinaires les plus graves et de la mesure de mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service (Arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, articles 82 à 95bis; arrêté royal relatif à la position de disponibilité des agents de l'Etat article 11). Par conséquent, bien qu'il emploie l'expression "commission d'appel", le texte de l'article 6, § 3, n'exclut pas que cette disposition ouvre le recours contre les avis prévus au paragraphe 2. En faveur de cette interprétation, on peut

.../...

faire valoir que le paragraphe instituant le recours suit immédiatement le paragraphe imposant la communication des avis à l'intéressé : on peut, légitimement, supposer que cette communication est destinée à permettre l'exercice d'un recours contre les divers avis.

Lors de l'exposé que le Ministre de la Défense nationale a fait devant la Commission de la Défense nationale du Sénat, il a, selon le texte français du Rapport de la Commission, mentionné le recours comme un recours ouvert "au sujet des avis émis" :

"5. Article 6. Cet article prévoit la possibilité d'un recours au sujet des avis émis à l'égard d'un élève officier ou sous-officier et ce, devant une commission d'appel comprenant des représentants des Ministres de la Défense nationale, de l'Intérieur et de la Justice.

Cette nouveauté tient compte de la dépendance de la gendarmerie à l'égard des trois départements" (Rapport fait au nom de la Commission de la Défense nationale par M. VERLEYSEN, doc. parl. Sénat, sess. 1972-1973, n° 342, page 2; Pasinomie, 1973, page 1564).

En revanche, selon le texte néerlandais du passage indiqué, le recours est ouvert contre "l'appréciation" des qualités morales du candidat : "In dit artikel, wordt een verhaal voorzien tegen de beoordeling van een leerling-officier of onderofficier ..." (document cité).

Il faut rappeler que l'article 6, réserve le terme d'appréciation (beoordeling) à la décision du Ministre de la Défense nationale au sujet des qualités morales du candidat.

.../...

Dans le compte rendu qu'il donne de la "discussion des articles", le Rapport fait au nom de la Commission de la Défense nationale du Sénat présente, au sujet de l'article 6, un ensemble d'indications. Celles qui ont le plus d'intérêt pour le problème ici examiné paraissent les suivantes :

"Article 6. Cet article comporte une innovation importante : le droit pour le candidat d'introduire un recours devant une commission d'appel s'il n'est pas d'accord sur l'appréciation de ses qualités morales. Ce n'est pas le cas actuellement. Afin d'assurer l'objectivité de ses appréciations, la Commission sera composée de représentants des divers ministres dont dépend la gendarmerie.

...

Un commissaire craint que l'appréciation des qualités morales ne présente assez souvent un caractère subjectif : le Ministre lui répond que c'est précisément pour parer à cet inconvénient que la commission d'appel est instaurée" (Document cité, pages 6-7; Pasinomie, pages 1565-1566).

Si, aux termes de l'article 6, § 1er, il appartient au Ministre de prendre une décision portant une appréciation des qualités morales du candidat, les avis prévus par le paragraphe 2 du même article, peuvent également contenir des appréciations ayant trait à ces mêmes qualités. C'est sans doute ce qui explique que le terme "appréciation" et le terme "avis" aient été indifféremment employés au cours des travaux préparatoires pour désigner les avis préalables à la décision du Ministre.

.../...

En outre, si l'institution d'une commission d'appel a incontestablement pour but d'assurer une plus grande objectivité des appréciations dans la matière particulièrement délicate du contrôle des qualités morales requises et si la garantie ainsi instaurée a été considérée comme une "innovation importante", l'objectif ainsi poursuivi peut être atteint dans un système où le recours est ouvert au candidat contre les avis prévus par l'article 6, § 2. En effet, selon ce système, le candidat peut faire valoir devant la commission d'appel, tous les moyens et arguments qu'il s'estime fondé à opposer à l'avis contesté. S'il le juge utile, le candidat pourra demander une enquête. Un nouvel avis sera donné, et cet avis présentera, notamment, la garantie d'être émis par un collège de trois membres. Semblable avis est, certainement, de nature à permettre au Ministre, de porter, au terme de la procédure, une appréciation de caractère plus objectif au sujet des qualités morales du candidat.

Au cours de la discussion du projet par la Commission de la Défense nationale de la Chambre des Représentants, "un membre a demandé quelles sont les qualités morales du candidat qu'il appartient au Ministre d'apprécier en vertu de l'article 6 et pourquoi leur appréciation est réservée uniquement au Ministre de la Défense nationale" (Rapport fait au nom de la Commission par M. VAN DESSEL : doc. parl. Ch. sess. 1972-1973, n° 649/2, pages 2-3; Pasinomie, pages 1572-1573).

Le Rapport signale que le Ministre a fourni les explications suivantes :

.../...

"Dans sa réponse, le Ministre a souligné le fait, qu'en vertu de la loi, il est essentiellement l'administrateur de la Gendarmerie, tandis que ses collègues de l'Intérieur et de la Justice, en sont les utilisateurs.

Pour ce qui est des qualités morales des candidats, le Ministre a admis qu'il s'agit d'une notion très abstraite, susceptible d'être définie de manière très diverse. Ce qui est visé en l'occurrence, c'est l'absence de tares morales. Ce qui doit être confirmé par l'absence de casier judiciaire et par la production d'un certificat de bonne vie et moeurs. En ce qui concerne le fait que seul le Ministre de la Défense nationale apprécie les qualités morales, le Ministre affirme que ses collègues de la Justice et de l'Intérieur n'ont nullement exprimé le désir d'y être associés. En outre, il est loisible au candidat d'introduire un recours contre toute appréciation défavorable. Dans un souci d'équité, les Ministres de la Justice et de l'Intérieur sont associés à l'instruction de ce recours".

Les déclarations faites devant la Commission du Sénat manquent de clarté et de précision.

Compte tenu du contexte, il paraît toutefois légitime d'attacher une importance particulière à la déclaration dans laquelle le Ministre de la Défense nationale a souligné qu'il lui appartient, à lui seul, d'apprécier les qualités morales des candidats, le Ministre de la Justice et le Ministre de l'Intérieur n'étant pas associés à cette décision et "(n'ayant) nullement exprimé le désir d'y être associés". Or, adopter une interprétation de l'article 6, § 3, selon laquelle le recours est ouvert contre la décision du Ministre de la Défense nationale, c'est admettre un système suivant lequel cette décision peut être réformée par la commission d'appel qui comprend notamment un représentant du Ministre de la Justice et

.../...

un représentant du Ministre de l'Intérieur : de telle sorte, qu'en cas de recours, le Ministre de la Justice et le Ministre de l'Intérieur seraient associés, par l'intermédiaire de leurs représentants, non seulement à l'instruction du recours, mais à la décision finale.

Par ailleurs, selon les principes généraux de notre droit public, les ministres, qui sont soumis par la Constitution à une responsabilité particulière, ont autorité sur les divers services de l'Etat et les agents de ces services. Il ne serait, dès lors, pas en harmonie avec ces principes de soumettre la décision prise par un ministre, à un recours ouvert auprès d'une commission non juridictionnelle composée de fonctionnaires ou de "représentants" de divers ministres (1).

En conclusion,

1) il y a lieu d'admettre l'interprétation que le Gouvernement a adoptée en ce qui concerne l'article 6 de la loi du 27 décembre 1973 et, selon laquelle cet article ouvre un recours auprès de la commission d'appel, non contre la décision du Ministre portant appréciation des qualités morales d'un candidat, mais contre les avis prévus en vue de l'élaboration de cette appréciation;

.../...

---

(1) Le Conseil d'Etat a fait une observation en ce sens à propos du projet devenu la loi du 19 février 1965 relative à l'exercice, par les étrangers, des activités professionnelles indépendantes (Doc. parl. Sénat, sess. 1963-1964, p. 7) (Voir également le rapport de la Commission de la Chambre des Représentants : doc. parl. Ch. sess. 1964-1965, n° 924/2, page 2).

2) les difficultés d'interprétation qui ont été exposées ci-dessus déterminent le Conseil d'Etat à penser qu'il serait hautement souhaitable que le gouvernement puisse les lever soit par un projet de loi interprétative, soit à l'occasion d'une modification de l'article 6 de la loi du 27 décembre 1973.

Article 48.

Les mots "et possède l'honorabilité exigée d'un membre de la gendarmerie" doivent être omis pour les raisons exposées sous l'article ler.

Article 49.

Au paragraphe ler, les mots "ne sont émis que par le Commandant de la gendarmerie" doivent être remplacés par "sont donnés par le Commandant de la gendarmerie".

Au paragraphe 2, il convient de remplacer le mot "préposé" par "délégué".

Article 50.

A la fin de la phrase liminaire du paragraphe ler, il faut lire : "sur les qualités morales de l'élève".

Au début du paragraphe 2, il convient d'écrire :

"Les avis indiquent si ..." (la suite comme au projet).

.../...

Article 51.

Au paragraphe ler, le mot "défavorable" doit être omis.

En effet, en vertu de l'article 6, § 2, de la loi du 27 décembre 1973, les avis émis au sujet d'un candidat en vue de l'élaboration des appréciations données par le ministre sont communiqués à l'intéressé, qu'ils soient favorables ou non.

Par ailleurs, le paragraphe ler de l'article 51 a un objet voisin de celui du paragraphe ler de l'article 52, de sorte qu'il serait plus logique de rassembler ces dispositions en un seul paragraphe ler de l'article 51, pour lequel la rédaction suivante est proposée :

"§ ler. Les avis émis conformément aux articles 49 et 50 sont notifiés aux intéressés.

Ils sont émis, notifiés et transmis de la manière déterminée par le Ministre de la Défense nationale".

+

Le paragraphe 2, ne précise pas l'autorité compétente habilitée à recevoir le recours contre les avis émis par le Commandant de la gendarmerie.

.../...

Par ailleurs, la seconde phrase du paragraphe 2, serait mieux rédigée comme suit :

"La notification fait mention de cette faculté, ainsi que de la procédure d'appel".

Article 52.

Cette disposition serait réduite à son actuel paragraphe 2, dans lequel le mot "désigne" devrait être préféré à "détermine".

+

Il serait préférable d'intituler le chapitre III : "Commission d'appel", la compétence de cette commission étant, par ailleurs, déterminée par la loi et par les dispositions du projet.

Ce chapitre ne contient qu'une seule mesure d'exécution de l'article 6, § 3, alinéa 2, de la loi du 27 décembre 1973 : l'article 54, prévoit que la commission d'appel est présidée par le représentant du Ministre de la Défense nationale.

Cette seule précision ne suffit évidemment pas à l'exécution de la loi.

Il conviendrait que le projet (et non le projet d'arrêté ministériel, L. 13.281, article 52) désigne les représentants non seulement du Ministre de la Défense nationale, mais aussi des Ministres de la Justice et de l'Intérieur (voir l'observation faite sous l'article 54).

.../...

Article 53.

Les mots "d'avis" doivent être omis pour le motif exposé à propos de l'intitulé du chapitre III.

Cette observation vaut également pour l'article 54.

Il conviendrait, par ailleurs, que la notification à l'intéressé de l'appréciation du Ministre de la Défense nationale, donnée conformément à l'article 6, § 1er, de la loi du 27 décembre 1973, soit prévue.

Article 54.

Suivant l'article 6, § 3, alinéa 2, de la loi du 27 décembre 1973, "le Roi fixe les conditions de recevabilité du recours, la composition de la commission d'appel et les règles de la procédure".

Il convient donc que le Roi exécute cette disposition par le présent article.

Article 55.

Cet article dispose comme suit :

"La procédure n'est pas contradictoire. La commission juge sur pièces; elle peut obtenir du Commandant de la gendarmerie, les précisions qu'elle juge utiles à l'exercice de ses prérogatives.

.../...

Lorsque le recours a trait à un avis, conformément à l'article 50, le président convoque cependant l'élève qui demande à être entendu.

L'élève qui comparaît, peut se faire assister d'un membre du personnel de la gendarmerie de son choix".

Indépendamment de la détermination de l'acte susceptible du recours prévu par l'article 6, § 3, de la loi du 27 décembre 1973, il ne fait aucun doute que le législateur a voulu, par cette disposition, organiser un recours quasi-juridictionnel et non un simple réexamen du dossier par une autorité administrative autre que le Ministre de la Défense nationale. Sont significatifs de cette volonté, non seulement les termes du paragraphe 3 ("recours", "commission d'appel", "recevabilité", "procédure"), mais aussi deux passages des travaux préparatoires de la loi :

a) Suivant le rapport fait au nom de la commission de la Défense nationale du Sénat :

"Cet article (6) comporte une innovation importante : le droit pour le candidat d'introduire un recours devant une commission d'appel s'il n'est pas d'accord avec l'appréciation de ses qualités morales. Cela n'est pas le cas, actuellement. Afin d'assurer l'objectivité de ses appréciations, la commission sera composée de représentants des divers ministres dont dépend la gendarmerie.

.../...

Un membre demande si les intéressés seront autorisés à se faire assister par un défenseur, un avocat ou un délégué syndical. La réponse est affirmative.

...

Un commissaire craint que l'appréciation des "qualités morales" ne présente assez souvent un caractère subjectif; le Ministre lui répond que c'est précisément pour parer à cet inconvénient que la commission d'appel est instaurée.

Un autre membre s'enquiert de la manière dont ces problèmes ont été résolus à ce jour. Le Ministre répète que c'est précisément là que réside la grande nouveauté, car jusqu'à présent, il n'y avait aucune possibilité de recours" (Sénat, 1972-1973, doc. n° 342, pp. 6 et 7).

b) Le rapporteur, M. VERLEYSEN, a déclaré notamment ce qui suit à la séance du Sénat du 28 juin 1973 :

"Ten derde wordt een zeer belangrijke nieuwigheid ingevoerd; er wordt nl. in een verhaal voorzien tegen de beoordeling van de leerling-officier of leerling-onderofficier en dit voor een commissie van beroep, samengesteld uit vertegenwoordigers van de Ministers van Landsverdediging, Binnenlandse Zaken en Justitie. Van groot belang is het feit, dat het betrokken personeelslid zich mag laten bijstaan door een verdediger naar keuze" (Annales, p. 2040).

.../...

A la lumière de ces travaux préparatoires, l'article 6, § 3, de la loi du 27 décembre 1973 ne peut être exécuté que sur base des principes suivants :

1. Le recours doit être ouvert à tous ceux, candidats ou élèves, dont les qualités morales ont à être appréciées, conformément au projet.

2. La procédure sur ce recours doit, dans tous les cas, avoir un caractère contradictoire.

3. Etant donné la gravité des conséquences d'une appréciation défavorable et afin que le traitement soit égal pour tous dans la contradiction des débats, il convient que les auteurs des recours soient toujours entendus ou dûment appelés.

4. Pour que le caractère contradictoire de la procédure soit effectif, les intéressés doivent pouvoir se faire assister librement "par un défenseur, un avocat ou un délégué syndical".

L'article 55 devra donc être revu.

Article 59.

L'intention du gouvernement est de prendre une disposition transitoire par le biais d'une modification de l'arrêté royal du 11 janvier 1966 mais, telle que cette modification se présente, elle ne pourrait jamais s'appliquer étant donné que l'article 60, 2°, du projet abroge, au 1er mars 1979, ledit arrêté royal du 11 janvier 1966, tandis que la modification apportée à cet arrêté royal entrerait en vigueur au 1er mars 1979 et serait abrogée en même temps à cette date.

.../...

Il convient donc de prévoir cette mesure transitoire dans l'article 62 du projet et le paragraphe 3 de l'article 59 doit être omis.

Dans la version néerlandaise de l'article 6 proposé il y a lieu d'écrire : "2. rechterlijke organisatie; 3.beginselen van het strafrecht en de strafrechtspleging".

Article 60.

Il y a lieu d'abroger l'arrêté royal du 24 juillet 1939 réglant l'application, à la gendarmerie, de l'article 8 de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée.

L'arrêté ministériel du 13 juillet 1964 est abrogé par le projet L. 13.281/2. Il y a lieu dès lors d'omettre le 4° de l'article 60 du projet.

Le texte suivant est proposé :

"Article 60.-

Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 24 juillet 1939 réglant l'application à la gendarmerie, de l'article 8 de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée;

.../...

2° l'arrêté royal du 11 août 1953 relatif aux engagements et rengagements à la gendarmerie, modifié par les arrêtés royaux des 28 juillet 1961, 29 novembre 1963, 25 septembre 1964, 11 novembre 1971 et 16 mai 1978;

3° l'arrêté royal du 11 janvier 1966 relatif au recrutement et à la formation des candidats officiers de gendarmerie par la voie du cadre, modifié par les arrêtés royaux des 7 janvier 1967 et 29 février 1972;

4° l'article 21, A, 13° ... (comme au projet) ...".

Article 61.

Selon l'article 64 du projet, l'arrêté royal est appelé à sortir ses effets le 1er mars 1979. Il sera cependant publié postérieurement à cette date. Qu'adviendra-t-il des candidatures valablement introduites suivant le régime actuellement en vigueur ? Il serait contraire aux principes généraux que ces candidatures, tenues pour régulières sur base des dispositions d'un arrêté royal non publié au moment de l'introduction de ces candidatures, soient rétroactivement invalidées.

Compte tenu de cette observation, la rédaction suivante est proposée pour cet article :

"Article 61.-

§ 1er. Les candidatures valables à un cycle de formation de sous-officier enregistrées avant la publication du présent arrêté au Moniteur belge et n'ayant pas encore donné lieu à une décision d'admission restent, en ce qui concerne les objets des articles 1er à 14, 18 et 49, régies par la réglementation en vigueur avant cette publication.

.../...

§ 2. Les candidats au prochain cycle de formation d'officier restent, en ce qui concerne les objets des articles 1er à 14, 18 et 49, soumis à la réglementation en vigueur avant la publication du présent arrêté au Moniteur belge".

Article 62.

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 62.-

Les élèves d'une année de formation commencée avant la publication du présent arrêté au Moniteur belge restent jusques et y compris la nomination éventuelle à l'issue de cette année, régis en ce qui concerne les objets des articles 23 à 38, 45 et 47 par les règles appliquées avant cette publication. Toutefois, les candidats officiers du cycle de perfectionnement en cours suivent également le cours de droit pénal économique financier et social".

Article 63.

1° L'article 63 met en vigueur au 1er mars 1979, l'article 6 de la loi du 27 décembre 1973.

L'article 6 précité, à l'exception du § 3, a été mis en vigueur par l'arrêté royal du 2 avril 1976 pour les officiers et candidats officiers.

Actuellement, il y a donc lieu de mettre l'article 6 en vigueur dans la mesure où il n'a pas été mis en vigueur par l'arrêté royal du 2 avril 1976.

.../...

2° L'article 5 de la loi du 27 décembre 1973 a été mis en vigueur pour les officiers et candidats officiers par l'arrêté royal du 2 avril 1976.

Il a été remplacé par l'article 4 de la loi du 8 juin 1978 que le Roi a le pouvoir de mettre en vigueur aux termes de l'article 12 de la même loi.

Le projet met en vigueur à la même date, d'une part l'article 5 de la loi du 27 décembre 1973, d'autre part l'article 4 de la loi du 8 juin 1978. Il suffit de mettre en vigueur l'article 4 de la loi du 8 juin 1978.

3° L'article 2 de la loi du 27 décembre 1973 a été mis en vigueur pour les officiers et candidats officiers par l'arrêté royal du 2 avril 1976; il a été mis en vigueur par l'arrêté royal du 10 août 1978 dans la mesure où il ne l'était pas encore en vertu de l'arrêté royal du 2 avril 1976.

L'article 10 de la même loi a été mis en vigueur par l'arrêté royal du 10 août 1978.

Ces deux articles doivent donc être omis de l'énumération de l'article 63, 2°, du projet.

4° La modification apportée à la loi du 27 décembre 1973 par la loi du 13 juillet 1976 doit être omise car la loi du 8 juin 1978 l'a rendue sans objet.

Ainsi que le Conseil d'Etat l'a proposé dans son avis L. 13.273/2, c'est dans le projet auquel cet avis se rapporte que l'article 63, amendé, du présent projet aura sa place logique.

.../...

Article 64.

L'expression "entre en vigueur" est inadéquate. Il conviendrait de lui substituer "produit ses effets".

ALGEMENE OPMERKINGEN.

I. Verscheidene bepalingen van het ontwerp dragen bevoegdheid op aan de commandant van de rijkswacht. Sommige van die opdrachten van bevoegdheid geven wegens de omvang ervan aanleiding tot een opmerking die reeds bij herhaling is gemaakt, onder meer in de volgende vorm in het op 20 september 1978 aan de Vice-Eerste Minister en Minister van Landsverdediging gegeven advies L. 13.189/2 en L. 13.190/2.

"Volgens de grondbeginselen van het publiek recht is opdracht van bevoegdheid slechts toegestaan voor zover zij niet slaat op de gehele bevoegdheid van een overheid of op het wezen zelf van die bevoegdheid. Een overheid kan de uitoefening van sommige van haar bevoegdheden aan een ondergeschikte overheid slechts overdragen met het oog op het nemen van beslissingen die, gelet op de betrokken materie en het geheel van de toepasselijke regelen, slechts een beperkt belang hebben.

Het behoort tot het wezen van de verordenende bevoegdheid dat zij op een algemene categorie van gevallen betrekking heeft; uit een juridisch oogpunt is die bevoegdheid dus belangrijker dan de bevoegdheid tot het nemen van individuele beslissingen. Volgens de rechtspraak van hoven

.../...

en rechtbanken (1) en van de Raad van State (2) kan de Koning niettemin verordenende bevoegdheid opdragen, vooral aan een minister, wegens diens grondwettelijke status. Zelfs wanneer een verordenende bevoegdheid door de Koning aan een minister wordt opgedragen, moet ze, overeenkomstig de hiervoren aangehaalde beginselen, een strak omschreven doel hebben; zij mag er alleen in bestaan dat de minister gemachtigd wordt tot het vaststellen van de maatregelen ter uitvoering van een verordening waarvan alle fundamentele bepalingen door de Koning zelf zijn vastgesteld (3) (4)".

--- ---

(1) Cass. 4 mei 1920, Pas. 1920, I, 137 met de conclusies van advocaat-generaal Demeure; 13 mei 1935, Pas. 1935, I,247. Beroep Brussel, 20 september 1930, met de conclusies van advocaat-generaal Louveaux, "Belg. Jud." 1931, kol. 15; Beroep Brussel, 28 januari 1939, Pas. 1941, II, 70.

(2) R. v. S. 11 september 1959. "Union nationale des opticiens de Belgique", nr 7211, Verz. blz. 577; 29 juni 1962, P.V.B.A. FIRENTRA en N.V. ENREMA, nr. 9486, Verz., blz. 626. Zie ook "LES NOVELLES, Droit administratif, Tome VI, Le Conseil d'Etat", nrs 1253-1265, Brussel, Larcier, 1975.

(3) Zie de verwijzingen in de vorige noten. Zie ook, in het advies van de Raad van State over het ontwerp dat het koninklijk besluit van 14 februari 1961 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut geworden is, de opmerking bij artikel 75 van het ontwerp (Belgisch Staatsblad van 15 maart 1961, blz. 2006).

(4) Deze passus herhaalt grotendeels een uittreksel uit het advies van de Raad van State L. 10.778/2 van 2 juli 1969 over een ontwerp van koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel.

.../...

Voor de bevoegdheid welke artikel 21 van het ontwerp aan de commandant van de rijkswacht opdraagt, geldt die kritiek niet want de bevoegdheid om de leerlingen naar anciënniteit te rangschikken volgens door de Koning vastgestelde, welomschreven maatstaven, is geen verordenende bevoegdheid. Ook de bevoegdheid om te beslissen dat een leerling al dan niet geslaagd is (artikel 25, § 4, van het ontwerp) en de bevoegdheid om de nadere regelen met betrekking tot de organisatie van de examens te bepalen (artikel 26, § 2, 4°, artikel 31, § 2, 4°, en artikel 35, § 2, 4°, van het ontwerp) treden niet buiten de grenzen van wat als uitvoeringsbevoegdheid - hetzij om individuele beslissingen te nemen, hetzij om bijzonderheden te regelen - mag worden overgedragen.

Opdracht van ruimere verordenende bevoegdheid aan de commandant van de rijkswacht daarentegen kan niet worden aanvaard; dat geldt onder meer voor artikel 25, § 2, 2°, artikel 26, § 2, 1° tot 3°, artikel 30, § 2, 3°, artikel 31, § 2, 1° tot 3°, artikel 34, § 2, artikel 35, § 2, 1° tot 3°, en artikel 37, § 3, van het ontwerp.

II. De opdrachten van bevoegdheid waarin het ontwerp voorziet zijn in twee gevallen onsamenhangend.

A. Volgens artikel 2, § 3, van het ontwerp bepaalt de Minister van Landsverdediging het programma van de verschillende gedeelten van het letterkundig en wetenschappelijk wervingsexamen. Wat echter de toelating tot de cyclusopleiding tot officier betreft, lijkt artikel 5 van het ontwerp de aldus aan de Minister verleende bevoegdheid te binden waar het bepaalt dat "het letterkundig en wetenschappelijk examen ... dezelfde aard en inhoud heeft als het examen voor toelating tot de afdeling "Alle Wapens" van de Koninklijke Militaire School". Die verwijzing levert twee moeilijkheden op :

.../...

1° bedoelt de Regering het letterkundig en wetenschappelijk examen gelijk te stellen met het examen voor toelating tot de afdeling "Alle Wapens" van de Koninklijke Militaire School, niet alleen wat aard en inhoud, maar ook wat het niveau van het examen betreft ? Zo ja, dan zou de in artikel 2, § 3, verleende opdracht van bevoegdheid in de praktijk onwerkzaam zijn terzake van de toelating tot de cyclus opleiding tot officier;

2° uit een oogpunt van wetgevingstechniek is aan het procédé van de verwijzing het nadeel verbonden dat iedere wijziging van aard of inhoud van het examen voor toelating tot de afdeling "Alle Wapens" van de Koninklijke Militaire School een zelfde wijziging van het letterkundig en wetenschappelijk examen dat aan de cyclus opleiding tot officier bij het operationeel korps van de rijkswacht voorafgaat, tot gevolg zal hebben, zelfs al is die terugslag ten tijde dat de wijziging tot stand komt niet gewild of over het hoofd gezien en beantwoordt hij in voorkomend geval niet aan de eigen behoeften van het operationeel korps van de rijkswacht.

B. Artikel 26, § 1, van het ontwerp belast de Minister van Landsverdediging onder meer met het bepalen van : "2° de criteria voor de beoordeling van de beroepsbekwaamheden". Artikel 26, § 2 belast de commandant van de Rijkswacht onder meer met het bepalen van : "3° de belangrijkheidscoëfficiënten ... en de beoordelingscriteria voor de beroepsbekwaamheden". Het buitensporige van deze laatste opdracht van bevoegdheid, waarop reeds is gewezen onder de algemene opmerking I, wordt nog verergerd door

.../...

het feit dat de commandant van de rijkswacht, die bevoegdheid krijgt voor het afwegen van de invloed van de door de Minister bepaalde beoordelingscriteria voor de beroepsbekwaamheid, daardoor eventueel de aan de Minister toegekende bevoegdheid grotendeels zou kunnen uithollen. Om dat te voorkomen zou het logischer en eenvoudiger zijn dat de Minister die bevoegd is om de criteria voor het beoordelen van de beroepsbekwaamheid vast te stellen, ook de bevoegdheid krijgt om de belangrijkheidscoëfficiënten te bepalen.

III. De artikelen 8 en 10 van het ontwerp, die betrekking hebben op de letterkundige en wetenschappelijke examens die voorafgaan aan de toelating tot de cyclussen opleiding tot keuronderofficier en tot lager onderofficier, verwijzen beide naar "bepaalde materies van het lager secundair onderwijs". Uit een zelfde oogpunt wordt in artikel 29, § 2, 6, en in artikel 33, § 2, 4, het niveau van de cursussen algemene vorming voor keuronderofficieren en voor lagere onderofficieren bepaald onder verwijzing naar de "middelbare studiën van de hogere graad". De verwijzingen in de artikelen 8 en 10 stemmen overeen met artikel 11, § 3, van de wet van 27 december 1973 betreffende het statuut van het personeel van het actief kader van het operationeel korps van de rijkswacht, luidende :

"§ 3. Alle kandidaten (keuronderofficieren en lagere onderofficieren) moeten ... houder zijn van een diploma of studiegetuigschrift van lager secundair onderwijs of van studiën waarvan de gelijkwaardigheid door de Minister van Landsverdediging wordt bepaald".

.../...

Met het oog op de uitvoering van de aangehaalde bepaling stelt artikel 15 van het ontwerp van ministerieel besluit (L. 13.281/2) betreffende de werving en vorming van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht : "... worden als gelijkwaardig beschouwd aan de studies van het midddelbaar onderwijs van de lagere graad, de studies na afloop waarvan een diploma, brevet of getuigschrift, vereist in de bijlage I van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937, houdende het statuut van het rijkspersoneel, voor de toelating tot het niveau 3 van het rijkspersoneel, wordt afgeleverd".

Samengelezen leiden die bepalingen tot een regeling die niet aangepast is aan de structuren van het secundair onderwijs zoals die volgen uit de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs en uit het koninklijk besluit van 30 juli 1976 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs. De lagere cyclus met drie leerjaren blijft weliswaar bestaan in de mate dat het traditionele secundair onderwijs - voortaan "secundair onderwijs van het type II" genoemd - behouden blijft (zie het genoemde koninklijk besluit van 30 juli 1976, inzonderheid artikel 26, § 1). het vernieuwd onderwijs - "secundair onderwijs van type I" genoemd -,waarin de wet van 19 juli 1971 voorziet en dat bij het koninklijk besluit van 31 juli 1975 betreffende de organisatie van het sedundair onderwijs en nadien bij het reeds aangehaalde koninklijk besluit van 30 juli 1976 georganiseerd is, bestaat echter "uit drie graden van twee jaren" (wet van 19 juli 1971, artikel 2, § 1).

.../...

Die twee types van onderwijs bestaan naast elkaar. Het enige artikel van het ministerieel besluit van 5 januari 1976 betreffende de rijksinrichtingen voor secundair onderwijs bepaalt : "In de rijksinrichtingen voor secundair onderwijs van type II die op 1 september 1975 bestonden zal de structuut van het onderwijs geleidelijk van jaar tot jaar gewijzigd worden om in overeenstemming gebracht te worden met de bepalingen van de artikelen 2 en 4 van de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs, en dit ten laatste van het schooljaar 1978-1979 af". Daarentegen blijkt uit de parlementaire voorbereiding van de wet van 19 juli 1971 dat "de wetgever de regeling van het vernieuwd secundair onderwijs in genen dele aan het gesubsidieerd onderwijs heeft willen opleggen" (Raad van State, arrest nr. 18.939 van 27 april 1978 inzake MARCO en VANDENDOREN).

Zoals de artikelen 8 en 10 van het ontwerp geredigeerd zijn overeenkomstig artikel 11, § 3, van de wet van 27 december 1973, worden de kandidaten die het secundair onderwijs van type I hebben of zullen hebben gevolgd, erdoor uitgesloten, aangezien dat onderwijs geen lager secundair onderwijs behelst. Die uitsluiting is des te minder te verantwoorden daar het gevolg ervan zal zijn dat tussen dit en twee jaar alleen de kandidaten uit gesubsidieerde onderwijsinrichtingen die de regeling van het vernieuwd secundair onderwijs niet hebben aangenomen, zullen overblijven.

Vanzelfsprekend is het in de wet van 27 december 1973 dat die oorzaak van discriminatie moet worden weggewerkt. In afwachting echter dat die wet aan de wet van 19 juli 1971 wordt aangepast, zou de Minister de bevoegdheid welke het eerdervermelde artikel 11, § 3, hem verleent, kunnen aanwenden om te bepalen welke attesten - om de terminologie van artikel 22 van het koninklijk besluit van 30 juli 1976

.../...

te gebruiken - in het secundair onderwijs van het type I gelijkwaardig zijn met de diploma's of getuigschriften van lager secundair onderwijs, terwijl in de artikelen 8, 10, 29, § 2, en 33, § 2 van het ontwerp ook melding zou worden gemaakt van de vakken van het middelbaar onderwijs van de lagere graad voor het secundair onderwijs van type II en bij voorbeeld van de vakken van de eerste drie jaren van het secundair onderwijs van type I.

De artikelen 8, 10, 29, § 2 en 33, § 2, van het ontwerp, alsook artikel 16 van ontwerp L. 13.281/2, zouden dus moeten worden herzien, zo nodig na advies van de Ministers van Nationale Opvoeding.

IV. De taalregeling welke het ontwerp toepast is vrij ingewikkeld, zowel ten aanzien van de werving als van de opleiding.

a. Werving :

Ofschoon het ontwerp het in geen van zijn bepalingen met zoveel woorden zegt, volgt uit de samengelezen artikelen 8, 10, 12, § 1, eerste lid, en 13, § 1, van het ontwerp en uit het ontwerp van ministerieel besluit L. 13.281/2 (artikel 1) wat de kandidaat-officieren betreft, en ook uit de uitleg van de gemachtigde officier, dat de kandidaten vrij zijn in de keuze van de taal waarin zij de wervingsexamens zullen afleggen. Zij zijn bijgevolg ook vrij in de keuze van hun taalstelsel, onder voorbehoud, wat de kandidaat-officieren en de kandidaat-keuronderofficieren betreft, dat zij voor het hun opgelegde taalexamen slagen.

.../...

De kandidaat-officieren leggen een letterkundig en wetenschappelijk examen af met dezelfde aard en inhoud als het examen voor toelating tot de afdeling "Alle Wapens" van de Koninklijke Militaire School (artikel 5). Zij moeten dus een examen afleggen over "de grondige kennis van, naar de keuze van de kendidaat, de Nederlandse of de Franse taal en (over) de elementaire kennis van de andere taal of van de Duitse taal, zoals bepaald in artikel 2 van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger, gewijzigd bij de wetten van 30 juli 1955 en 13 november 1974" (koninklijk besluit van 14 november 1968 betreffende de organisatie van de Koninklijke Militaire School, artikel 13, § 1, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 februari 1975).

Luidens artikel 8, 2° van het ontwerp omvat het letterkundig en wetenschappelijk examen voor keuronderofficier het taalexamen waarin artikel 8 van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger voorziet. De kandidaat-keuronderofficier moet dus "door bij een examen ten minste de helft der punten te behalen, blijk geven van werkelijke kennis van de taal der eenheid bij dewelke hij zal moeten dienen".

Artikel 10 van het ontwerp schrijft geen taalexamen voor als onderdeel van het letterkundig en wetenschappelijk examen voor lager onderofficier.

De rijkswacht maakt van de krijgsmacht deel uit luidens artikel 2, § 1, van de wet van 2 december 1957 op de rijkswacht en artikel 1 van de wet van 27 december 1973. Zij is als zodanig onderworpen aan de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger. Behalve in de gevallen dat die wet anders bepaalt, valt zij dus niet onder toepassing van de gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, krachtens artikel 1, § 1, 1° van die wetten. Tegen de regeling voor de werving van kandidaat-officieren is dus geen wettigheidsbezwaar in te brengen.

.../...

Uit het feit dat de wet van 30 juli 1938 toepassing vindt op de rijkswacht, volgt echter niet noodzakelijk dat artikel 8 van die wet op de onderofficieren van de rijkswacht toepasselijk is. Is het dat niet, kan het daarin voorgeschreven taalexamen dan door het ontwerp-koninklijk besluit aan de keuronderofficieren worden opgelegd ? Is het wel toepasselijk, kunnen de kandidaat-lagere onderofficieren dan van dat examen vrijgesteld worden zoals het ontwerp bepaalt ?

Een niet bekendgemaakt koninklijk besluit van 24 juli 1939 bepaalt in substantie dat artikel 8 van de wet van 30 juli 1938 alleen van toepassing is op de kandidaat-eerste wachtmeersters en op de keuronderofficieren van de rijkswacht, niet op de kandidaat-wachtmeesters noch op de wachtmeesters. Aangezien dat besluit op dat punt dezelfde vragen omtrent de wettigheid doet rijzen als het ontwerp, kan het niet bijdragen tot de oplossing ervan (1).

Naar de letter is artikel 8 van de wet van 30 juli 1938, zo voor als na de wijziging ervan bij de wet van 27 december 1961 houdende statuut van de onderofficieren van het actief kader der land-, lucht- en zeemacht, alleen van toepassing op de beroepsonderofficieren. Volgens de bepalingen die golden tot 31 december 1978, dienden de onderofficieren van de rijkswacht als vrijwilligers op grond

.../...

---

(1) Het koninklijk besluit van 24 juli 1939 zal in ieder geval uitdrukkelijk moeten worden opgeheven door het ontwerp, dat ervoor in de plaats komt. Een daartoe strekkende tekst wordt voorgesteld onder artikel 60, 1°, hierna.

van dienstnemingen en wederdienstnemingen, waardoor ze uitgesloten waren van de categorie van de beroepsonderofficieren (1). Artikel 2 van de wet van 27 december 1973 is, voor zover het op de onderofficieren en de kandidaat-onderofficieren betrekking heeft, op 1 januari 1979 in werking gesteld door het koninklijk besluit van 10 augustus 1978.

Ten gevolge van die inwerkingstelling maken de onderofficieren voortaan deel uit van het beroepspersoneel van de rijkswacht. Artikel 8 van de wet van 30 juli 1938 is dus rechtstreeks op hen van toepassing. De leerlingen van de rijkswachtscholen worden door artikel 2 van de wet van 27 december 1973 wel niet tot het beroepspersoneel gerekend, maar aangezien hun opleiding erop gericht is ze daarin op te nemen, is het normaal dat hun, vóór hun opleiding, het taalexamen wordt opgelegd, want zonder dat zij voor dat examen geslaagd zijn zou die opneming wettelijk niet mogelijk zijn. In het perspectief van het ontwerp heeft het derhalve geen nut, na te gaan op artikel 8 van de wet van 30 juli 1938 in de stand van de wetgeving en de reglementering vóór 1 januari 1979 al dan niet van toepassing was op de kandidaat-onderofficieren van de rijkswacht.

.../...

---

(1) Zoals artikel 8 van de wet van 30 juli 1938 gewijzigd is bij de eerdervermelde wet van 27 december 1961, was het ook van toepassing op de categorie van de tijdelijke onderofficieren. De wet van 13 juli 1976 betreffende de getalsterkte aan officieren en de statuten van het personeel van de krijgsmacht heeft echter met artikel 92 de woorden "of der tijdelijke onderofficieren" doen vervallen, niet rechtstreeks in het genoemde artikel 8 maar ... in artikel 74 van de wet van 27 december 1961, hetgeen op hetzelfde neerkomt, omdat juist dat artikel de categorie van de tijdelijke onderofficieren in artikel 8 had ingevoegd.

Uit het feit dat de inwerkingstelling van het gehele artikel 2, artikel 8 van de wet van 30 juli 1938 rechtstreeks toepasselijk heeft gemaakt zowel op de lagere onderofficieren als op de keuronderofficieren van de rijkswacht, volgt dat het niet gewettigd is geen taalexamen op te nemen in het letterkundig en wetenschappelijk examen voor lagere onderofficieren (artikel 10 van het ontwerp). Wel kan het ontwerp op dat punt geen onwettigheid worden verweten, daar aan de letter van artikel 8 van de wet van 30 juli 1938 zou zijn voldaan als de kandidaat voor het taalexamen zou slagen vooraleer hij tot lager onderofficier wordt benoemd. Maar aangezien de kandidaat wettelijk niet van zo'n examen kan worden vrijgesteld, lijken de praktische redenen waarom het slagen voor het examen als eis is gesteld voor toelating tot de cyclus opleiding tot keuronderofficier, ook te moeten gelden voor het geval van de lagere onderofficieren.

b. Opleiding :

De kandidaat-officieren en de kandidaat-keuronderofficieren zullen de taal mogen kiezen waarin zij hun opleiding zullen krijgen (artikel 22, tweede lid, en artikel 29, § 1, 1°, tweede lid, van het ontwerp). De kandidaat-lagere onderofficieren daarentegen zullen de opleidingscyclus volgen in de taal van hun wervingsexamens (artikel 33, § 1, tweede lid, van het ontwerp).

De gemachtigde officier heeft verklaard dat de mogelijkheid die aan de leerling-officieren en aan de leerling-keuronderofficieren geboden wordt om een van de jaren van de opleidingscyclus in de tweede taal te volgen, bedacht is om de tweetaligheid van de kaders van de rijkswacht in de hand te werken.

.../...

Die bedoeling van de Regering is volkomen in overeenstemming met de geest van de wet van 30 juli 1938. Maar de Raad van State zich zich - ofschoon hiermee de grond van de zaak ter sprake komt - verplicht op te merken dat de beperking waarop de gemachtigde officier heeft gewezen, niet tot uiting komt in de tekst van de artikelen 22, tweede lid, en 29, § 1, 1°, tweede lid, van het ontwerp; die bepalingen zijn zo geredigeerd dat ze de leerlingen toestaan hun hele opleiding in de tweede taal te volgen.

OPSCHRIFT.

Het woord "vorming" wordt beter vervangen door "opleiding", een term die ook herhaaldelijk gebruikt wordt in de wet van 27 december 1973 betreffende het statuut van het personeel van het actief kader van het operationeel korps van de rijkswacht. en die terugkeert in door het ontwerp gehanteerde samenstellingen als "opleidingscyclus" en "opleidingsjaar".

De wijziging moet dan worden doorgetrokken in de artikelen van het ontwerp, behalve in de combinatie "algemene vorming" (b.v. artikel 22).

AANHEF.

De alinea's 3, 4, 7, 8, 10, 11, 12 en 14 van de aanhef zouden moeten vervallen; de daar aangehaalde teksten leveren immers geen rechtsgrond op voor het ontwerp en wijzigen geen koninklijk besluit.

.../...

In de teksten waarnaar de aanhef moet verwijzen, moeten de door latere wijzigingen en opheffingen overbodig geworden wijzigingsbepalingen vervallen.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Gelet op de wet van 30 juli 1938 ... (voorts zoals in het ontwerp);

Gelet op de wet van 2 december 1957 op de rijkswacht, gewijzigd bij de wet van 29 december 1975;

Gelet op de wet van 27 december 1973 betreffende het statuut van het personeel van het actief kader van het operationeel korps van de rijkswacht, gewijzigd bij de wet van 8 juni 1978;

Gelet op de wet van 8 juni 1978 ... (voorts zoals in het ontwerp);

Gelet op het koninklijk besluit van 7 februari 1957 betreffende de herhalingen gehouden in de tweede taal in de scholen van de krijgsmacht en de rijkswacht, inzonderheid op de artikelen 6 en 7, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 11 januari 1966;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 november 1968 betreffende de organisatie van de Koninklijke Militaire School, inzonderheid op artikel 21, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 augustus 1971:

Gelet op het koninklijk besluit van 8 november 1977 betreffende de vrijwillige dienstnemingen en wederdienstnemingen in vredestijd, inzonderheid op artikel 13;

Gelet op het advies ... (zoals in het ontwerp)".

.../...

ARTIKELEN.

Artikel 1.

De inleidende volzin zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Om tot de cyclus opleiding tot officier of tot de cyclussen opleiding tot onderofficier te worden toegelaten, moet de kandidaat aan de volgende voorwaarden voldoen :".

De onder 1° bepaalde voorwaarde wordt nader omschreven in artikel 48 en wel als volgt :

"Bezit de voor de staat van personeelslid van de rijkswacht onontbeerlijke morele hoedanigheden, de kandidaat die van een onberispelijk gedrag is en die de achtbaarheid, vereist van een personeelslid van de rijkswacht, bezit".

In zijn advies L. 12.859/2 van 4 juli 1977 over een ontwerp van koninklijk besluit betreffende de vrijwillige dienstnemingen en wederdienstnemingen in vredestijd heeft de Raad van State opgemerkt :

"Een van de voorwaarden die onder 5° zijn vermeld is niet voldoende nauwkeurig geformuleerd. Het is moeilijk uit te maken wat wordt verstaan onder "de eerbaarheid bezitten die is vereist van een militair van de personeelscategorie waarvoor hij kandidaat is".

.../...

De Raad van State stelt de volgende tekst voor : "van onberispelijk gedrag zijn".

Deze tekst is door de Raad van State voorgesteld voor artikel 2 van het ontwerp dat het koninklijk besluit van 31 augustus 1976 geworden is.

Zij biedt overigens het voordeel dat zij in overeenstemming is met de tekst die voor het rijkspersoneel is gebruikt in het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 (artikel 16, § 1, 2°)".

Derhalve wordt voorgesteld de tekst onder 1° van artikel 1 in het ontwerp te behouden, maar in artikel 48 de woorden "en die de achtbaarheid, vereist van een personeelslid van de rijkswacht, bezit" te schrappen.

De tekst onder 2° van artikel 1 zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"2° vrij zijn van de ziekten en lichaamsgebreken die ongeschiktheid voor de dienst bij de rijkswacht tot gevolg hebben op grond van het koninklijk besluit van 5 november 1971 tot vaststelling van de keuringscriteria inzake lichamelijke geschiktheid voor de militaire dienst van de dienstplichtigen evenals voor de dienst van de andere militairen en van het personeel van de rijkswacht".

.../...

Onder 5° vervange men "milicien" door "dienstplichtige", overeenkomstig de terminologie van de op 30 april 1962 gecoördineerde dienstplichtwetten. Men leze de tekst als volgt : "Niet als dienstplichtinge onder de wapens zijn of zijn dienst niet verrichten als gewetensbezwaarde".

Artikel 2.

In § 1 schrijve men onder 2° "een psychologische en psychotechnische proef" en onder 3° "een proef betreffende de fysieke conditie", aansluitend op de terminologie van het ministerieel besluit van 27 december 1977 tot vaststelling van de psychotechnische proeven en de proeven van fysieke conditie af te leggen door de kandidaat-militairen van de actieve kaders. De opmerking geldt ook voor de andere desbetreffende artikelen.

Paragraaf 2 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"§ 2. De kandidaten mogen zich niet meer dan driemaal aanmelden voor het letterkundig en wetenschappelijk examen voor de werving van officieren noch meer dan eenmaal afgewezen zijn voor elk van de examens voor werving van onderofficieren.

Er wordt echter geen rekening gehouden met de examens waarvoor een kandidaat zich niet heeft aangemeld om een door de commandant van de rijkswacht geldig geachte reden".

.../...

Paragraaf 3 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"§ 3. De Minister van Landsverdediging bepaalt het programma van de wervingsexamens en de nadere regelen voor de organisatie van die examens".

Artikel 3.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Tot de opleidingscyclus kunnen niet worden toegelaten :

1° ...
d. wier dienstneming of wederdienstneming van ambtswege om tuchtredenen werd verbroken;

2° de leden van het rijkswachtpersoneel wier hoedanigheid ...;

3° de kandidaten die tot het leger of de rijkswacht behoren of behoord hebben en niet op bevredigende wijze dienen of gediend hebben.
De Commandant ...".

Artikel 4.

De inleidende volzin moet als volgt worden geredigeerd :

"Om tot de cyclus opleiding tot officier te worden toegelaten, moet de kandidaat aan de volgende bijzondere voorwaarden voldoen :".

.../...

In de tekst onder 2° moeten de woorden "bepaald bij artikel 2, § 1, 1°", vervallen.

De tekst onder 3° zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"3°. Medisch geschikt worden bevonden als kandidaat-officier overeenkomstig het koninklijk besluit van ... betreffende de medische geschiktheidscriteria en de medische onderzoeken voor toelating tot het operationeel korps van de rijkswacht".

Op die wijze kan artikel 6 van het ontwerp vervallen.

Artikel 5.

Voor dit artikel moge worden verwezen naar de algemene opmerking II A hiervoren.

Artikel 6.

Dit artikel moet vervallen om de bij artikel 4 opgegeven reden.

+

\+ +

.../...

Het opschrift van afdeling 3 zou beter als volgt worden geredigeerd : "Bijzondere voorwaarden voor toelating tot de cyclussen opleiding tot onderofficier".

Artikel 7.

De inleidende volzin zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Om tot de cyclus opleiding tot keuronderofficier te worden toegelaten, moet de kandidaat aan de volgende bijzondere voorwaarden voldoen :".

In de tekst onder 2° moeten de woorden "in artikel 2, § 1, 1° bepaalde" vervallen.

De tekst onder 3° zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"3° Medisch geschikt worden bevonden als kandidaat-keuronder-officier overeenkomstig het koninklijk besluit van ... betreffende de medische geschiktheidscriteria en de medische onderzoeken voor toelating tot het operationeel korps van de rijkswacht".

Op die wijze kan artikel 11 van het ontwerp vervallen.

Artikel 8.

Hier moge worden verwezen naar de algemene opmerking III.

.../...

Artikel 9.

De inleidende volzin zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Om tot de cyclus opleiding tot lager onderofficier te worden toegelaten moet de kandidaat aan de volgende bijzondere voorwaarden voldoen :".

De tekst onder 2° zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"2° medisch geschikt worden bevonden als kandidaat-lager onderofficier overeenkomstig het koninklijk besluit van ... betreffende de medische geschiktheidscriteria en de medische onderzoeken voor toelating tot het operationeel korps van de rijkswacht".

Artikel 10.

Hier moge worden verwezen naar de algemene opmerking III.

Artikel 11.

Dit artikel moet vervallen daar het verwerkt is in artikel 7, 3°, en in artikel 9, 2°.

.../...

Artikel 13.

In paragraaf 3 wordt geen enkele maatstaf aan de hand gedaan voor de nadere rangschikking van de kandidaten die hetzelfde algemeen puntengemiddelde mochten hebben behaald bij het letterkundig en wetenschappelijk examen. In die leemte zou moeten worden voorzien.

Artikel 14.

In de Franse tekst van het tweede lid van paragraaf 1 is de term "au prorata" dubbelzinnig en niet in overeenstemming met "tot beloop".

Mocht het in de bedoeling van de Regering liggen slechts zoveel kandidaten op te roepen als er nodig zijn, dan bestaat het risico dat zoveel kandidaten bij de examens geweerd worden dat er niet voldoende overblijven.

Wil de Regering daarentegen - en die indruk wekt het vierde lid - genoeg kandidaten oproepen om in de wervingsbehoeften te kunnen voorzien, ongeacht het aantal dat bij het examen geweerd is, dan zou de term "tot beloop" moeten worden vervangen door "naar gelang van".

+

De paragrafen 2 en 3 zouden beter als volgt worden geredigeerd :

.../...

"§ 2. De kandidaten die om een door de commandant van de rijkswacht of door de overheid welke hij aanwijst geldig bevonden reden in de onmogelijkheid verkeren of verkeerd hebben zich voor de wervingsexamens aan te maken of de oproep met het oog op hun toelating te beantwoorden, worden op een van de volgende lijsten ingeschreven, met inachtneming van de duur van de aangevoerde onbeschikbaarheid.

§ 3. Met inachtneming van de wervingsbehoeften kan de commandant van de rijkswacht de in paragraaf 1, eerste lid, bedoelde lijsten afsluiten en bijgevolg geen inschrijvingen meer aanvaarden.

Om dezelfde redenen en in dezelfde vormen kan de commandant van de rijkswacht die lijsten opnieuw openstellen".

+

Het opschrift van hoofdstuk II zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Gevallen waarin vrijstelling wordt verleend".

+

Artikel 15.

Dit artikel zou als volgt moeten beginnen :

"De leerling van een rijkswachtschool ...".

.../...

Artikel 16.

De inleidende volzin van paragraaf 1 en de tekst onder 2° redigere men als volgt :

"§ 1. Van de wervingsexamens bedoeld in artikel 2, § 1, is vrijgesteld :

...

2° de kandidaat-officier of de kandidaat-keuronderofficier die deze hoedanigheid heeft verloren en gevraagd heeft om tot de cyclus opleiding tot lager onderofficier te worden toegelaten".

Paragraaf 2 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"§ 2. Van de proef betreffende de fysieke conditie, bedoeld in artikel 2, § 1, 3°, wordt vrijgesteld de kandidaat-lager onderofficier die vraagt om tot de cyclus opleiding tot keuronderofficier te worden toegelaten; alvorens tot die cyclus te worden toegelaten moet hij echter de cyclus opleiding tot lager onderofficier met goed gevolg voltooien".

Artikel 18.

Men leze : "... dat hem door de burgemeester is afgegeven en waarvan het model bij dit besluit is gevoegd".

Artikel 19.

Dit artikel zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 19.-

De commandant van de rijkswacht of de overheid

.../...

die hij aanwijst deelt de kandidaten schriftelijk mede dat ze al dan niet tot een opleidingscyclus kunnen worden toegelaten.

Hij roept de toelaatbare kandidaten op".

Artikel 20.

In het eerste lid van dit artikel moet worden gelezen :

"Op de overeenkomstig artikel 19 vastgestelde dag en na kennis ...".

In het tweede lid moeten de woorden "van rechtswege" vervallen.

Artikel 21.

Voorgesteld wordt :

"Artikel 21.-

De betrekkelijke anciënniteit van de leerlingen wordt door de commandant van de rijkswacht bepaald met inachtneming van de uitslagen behaald bij de examens die vóór de aanstelling in die graad zijn opgelegd".

Artikel 23.

Men schrijve onder :

a.4. "beginselen van de ... en de ...";

5. "... met inbegrip van de grondbeginselen van de ... en de ...";

.../...

a. 10. "algemene methodologie van het onderzoek en historische kritiek";
17. "beginselen van de ...";
18. "beginselen van het ... en de ...";
19. "seminaries strafrecht";
20. "informatieverwerking";
23. "Duits en een of meer vreemde talen";
24. "militaire en beroepsopleiding met ...";

b. "de cursussen die gegeven worden aan een Rijksuniversiteit en op het programma van de licentie ...";

c. "tijdens het academisch jaar van de universiteit ... ook de volgende cursussen :";

1. "inleiding tot de ...";
4. "Duits en een of meer vreemde talen";
5. "militaire en beroepsopleiding";

Artikel 24.

Het tweede lid zou als volgt moeten beginnen :

"Aan die school wordt het volgende onderwijs gegeven :".

Onder 9. van dat tweede lid is sprake van "vraagstukken met betrekking tot de openbare orde". De Regering zal moeten uitmaken of dat niet beter wordt vervangen door "vraagstukken met betrekking tot de handhaving van de openbare orde". Dezelfde opmerking geldt voor artikel 59, § 2, 4.

.../...

Artikel 25.

Paragraaf 1 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"§ 1. Onder voorbehoud van de in artikel 50 bedoelde beoordeling van de onontbeerlijke morele hoedanigheden worden de kandidaten eensdeels op hun studie, anderdeels op hun beroeps-bekwaamheid gewaardeerd.

De waarderingscijfers voor studie ...; zij berusten op de cijfers behaald ...; zij leiden tot een cijfer over het geheel.

De waarderingscijfers voor beroepsbekwaamheid berusten op de over het jaar toegekende cijfers voor de karaktereigenschappen die voor het uitoefenen van het ambt van rijkswacht-officier noodzakelijk zijn, alsook voor de geschiktheid tot bevelvoering; zij leiden tot een cijfer over het geheel.

Beide cijfers over het geheel worden voorzien van een belangrijkheidscoëfficiënt, te bepalen door de Minister van Landsverdediging, en dienen tot het vaststellen van een algemeen waarderingscijfer bij het einde van elk opleidingsjaar".

+

In paragraaf 3 moeten de opgesomde voorwaarden worden genummerd met 1°, 2° en 3° en moet de tekst onder 1°, 2° en 3° als volgt worden geredigeerd :

.../...

"1° de helft van de punten behalen voor het waarderingscijfer over het geheel inzake ...";

2° wat het eerste, het tweede of het vijfde jaar betreft, de helft van de punten behalen voor elk vak of voor elke groep van vakken;

3° wat het derde en het vierde jaar betreft, slagen voor de examens aan de universiteit en de helft van de punten behalen voor het waarderingscijfer over het geheel".

+

Paragraaf 4 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"§ 4. Voor elk opleidingsjaar beslist de commandant van de rijkswacht of de overheid die hij aanwijst dat de kandidaten al dan niet geslaagd zijn, aan de hand van de door hen behaalde cijfers en overeenkomstig de in paragraaf 3 bepaalde criteria voor het welslagen".

Artikel 26.

Volgens paragraaf 3 wordt "het programma van de eerste twee jaren van de algemene en de beroepsvorming uitgewerkt in akkoord met de raad van beheer van de Rijksuniversiteiten".

.../...

Als in de wet niet uitdrukkelijk anders is bepaald, staan de grondwettelijke beginselen de Koning niet toe zich in de uitoefening van zijn verordeningsbevoegdheid te binden door toedoen van een naar buiten gesloten akkoord.

De Raad van State stelt derhalve voor te lezen : "wordt opgemaakt na advies van de raad van beheer van de rijksuniversiteiten".

Artikel 28.

De bedoeling van de Regering zou beter tot uiting komen in de volgende redactie :

"Artikel 28.-

De afgewezen kandidaat kan van de commandant van de rijkswacht toestemming krijgen om eenmaal over te doen :

- een van de eerste twee jaren van de opleiding;
- het derde of het vierde jaar van de opleiding;
- het vijfde jaar van de opleiding.

Die toestemming kan slechts na raadpleging van de hiërarchische meerderen worden gegeven of geweigerd.

De commandant van de rijkswacht beslist voor welk examen of voor welk examengedeelte de kandidaat zich opnieuw moet aanmelden en of hij de cursussen geheel of gedeeltelijk opnieuw moet volgen".

.../...

Artikel 29.

Voor de tekst onder 1° van paragraaf 1 wordt de volgende lezing voorgesteld :

"1° - de cyclus opleiding tot keuronderofficier omvat drie jaren. De opleiding wordt naar keuze van de kandidaat in het Nederlands of in het Frans gegeven. De leerlingen die de wervingsexamens in het Duits hebben afgelegd, mogen echter de in artikel 30, § 2, bedoelde examens in die taal afleggen".

In paragraaf 2 leze men onder 3 : "bij operaties van gerechtelijke en administratieve politie en bij gevechtsopdrachten" en onder 6 : "cursussen, algemene vorming op het niveau van (het middelbaar onderwijs van ...)".

Artikel 30.

Voorgesteld wordt :

"Artikel 30.-

§ 1. Onverminderd de in artikel 50 voorgeschreven beoordeling van de onontbeerlijke morele hoedanigheden worden de kandidaten eensdeels op hun studie, anderdeels op hun beroepsbekwaamheid gewaardeerd.

De waarderingscijfers voor studie ...; zij berusten op de cijfers behaald ...; zij leiden tot een cijfer over het geheel.

.../...

De waarderingscijfers voor beroepsbekwaamheid berusten op de over het jaar toegekende cijfers voor de karaktereigenschappen die voor het uitoefenen van het ambt van keuronderofficier bij de rijkswacht noodzakelijk zijn, alsook voor de geschiktheid tot bevelvoering; zij leiden tot een cijfer over het geheel.

Beide cijfers over het geheel dienen tot het vaststellen van een algemeen waarderingscijfer bij het einde van elk opleidingsjaar.

§ 2. De kandidaat-keuronderofficieren leggen in de loop van hun opleiding de volgende examens af :

1° in de loop van het eerste jaar dezelfde examens als bepaald zijn in artikel 34, § 2;

2° bij het einde van het tweede jaar, een overgangsexamen;

3° bij het einde van het derde jaar, een eindexamen dat wordt afgelegd voor een examencommissie en loopt over de vakken die zijn aangewezen door de Minister van Landsverdediging (zie, wat dit laatste punt betreft, algemene opmerking I).

"In de loop van de opleiding worden de kandidaten geregeld overhoord over de onderwezen stof.

§ 3. Voor elk opleidingsjaar of voor elk trimester, al naar het geval, beslist de commandant van de rijkswacht of de overheid die hij aanwijst dat de kandidaten al dan niet geslaagd zijn, aan de hand van de door de kandidaten behaalde cijfers en overeenkomstig de door de Minister van Landsverdediging bepaalde criteria voor het welslagen".

.../...

Artikel 32.

Dit artikel zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 32.-

De afgewezen kandidaat kan van de commandant van de rijkswacht toelating krijgen eenmaal over te doen :

1° een trimester in de loop van het eerste opleidingsjaar;

2° het tweede of het derde jaar van de opleiding.

De commandant van de rijkswacht beslist welk examen of examengedeelte de kandidaat opnieuw moet afleggen en of hij de cursussen geheel of gedeeltelijk opnieuw moet volgen".

Artikel 33.

Het begin van paragraaf 1 zou als volgt moeten worden gelezen :

"De cyclus opleiding tot lager onderofficier omvat een jaar".

Artikel 34.

Het begin van paragraaf 1 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Onder voorbehoud van de in artikel 50 bedoelde beoordeling van de onontbeerlijke morele hoedanigheden ... (voorts zoals in het ontwerp; overeenkomstig de voor de artikelen 25 en 30 voorgestelde lezing).

.../...

In het derde lid van dezelfde paragraaf vervange men in de Franse tekst de woorden "de celles" door "des notes".

Voor paragraaf 3 wordt de volgende redactie voorgesteld :

"§ 3. Voor elk opleidingstrimester beslist de commandant van de rijkswacht of de overheid die hij aanwijst dat de kandidaten al dan niet geslaagd zijn, aan de hand van de door de kandidaten behaalde cijfers en overeenkomstig de door de Minister van Landsverdediging bepaalde criteria voor het welslagen".

Artikel 36.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 36.-
De afgewezen kandidaat kan van de commandant van de rijkswacht toestemming krijgen om het opleidingstrimester eenmaal over te doen".

Artikel 37.

In paragraaf 1 moet worden gelezen : "of zich tijdig aan te maken voor één der examens bedoeld in ...".

Voor paragraaf 2 wordt de volgende redactie voorgesteld :

.../...

"§ 2. Op een met redenen omklede aanvraag welke de leerling opstelt zodra hij daartoe gelegenheid heeft, staat de commandant van de rijkswacht of de overheid die hij aanwijst het uitstel al den niet toe; in voorkomend geval beslist hij of beslist die overheid welk examengedeelte de leerling opnieuw moet afleggen alsook of hij de cursussen geheel of gedeeltelijk opnieuw moet volgen".

Artikel 38.

Het tweede lid zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Voor het berekenen van het aantal toestemmingen om een opleidingsjaar of -trimester over te doen, wordt het niet deelnemen van een leerling die uitstel heeft gekregen niet in aanmerking genomen".

Artikel 39.

Voor de tekst onder 1°, 2° en 3° van paragraaf 2 wordt de volgende redactie voorgesteld :

"1° aan de kandidaat die krachtens de artikelen 28, 32 en 36 geen toestemming heeft gekregen om zijn opleiding voort te zetten;

2° aan de kandidaat-officier die voorgoed afgewezen is krachtens artikel 4bis van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger;

3° aan de kandidaat die het vraagt; wanneer de kandidaat echter de leeftijd van 18 jaar heeft bereikt, kan de commandant van de rijkswacht hem de gevraagde ontneming weigeren indien hij oordeelt dat die maatregel strijdig is met het belang van de dienst".

Paragraaf 3 zou beter als volgt worden gerediqeerd :

"§ 3. De Minister van Landsverdediging kan op ieder tijdstip van de opleiding de hoedanigheid van kandidaat-officier, van kandidaat-keuronderofficier of van kandidaat lager onderofficier ontnemen aan de leerling die, naar het advies van de militaire commissies voor geschiktheid en reform, uit een medisch oogpunt definitief ongeschikt is als kandidaat-officier, als kandidaat keuronderofficier of als kandidaat-lager onderofficier, al naar het geval".

+

De paragrafen 4 en 5 redigere men als volgt :

"§ 4. De leerling aan wie op grond van paragraaf 2, 1° of 2°, of van paragraaf 3 de hoedanigheid van kandidaat-keuronderofficier kan worden ontnomen, mag vragen om tot een opleidingscyclus van een lager niveau te worden toegelaten.

§ 5. De kandidaat-keuronderofficier die het eerste jaar van de opleiding met goed gevolg voltooid heeft en aan wie de hoedanigheid van kandidaat-keuronderofficier kan worden ontnomen, mag vragen om tot de categorie van de lagere onderofficieren te worden toegelaten".

+

.../...

Voor paragraaf 6 wordt de volgende tekst voorgesteld :

"§ 6. De commandant van de rijkswacht beslist over de in de paragrafen 4 en 5 bedoelde aanvragen en bepaalt eventueel van welk gedeelte van de opleidingscyclus de kandidaat vrijgesteld is".

Artikel 40.

De inleidende volzin en de tekst onder 1° zouden als volgt moeten worden geredigeerd :

"De hoedanigheid van leerling van een rijkswacht-school verliest :

1° de kandidaat aan wie zijn graad wordt ontnomen bij of krachtens een rechterlijke beslissing".

Artikel 43.

De tekst zou duidelijker zijn indien hij als volgt werd geredigeerd :

"Na de opleidingsperiode ... aangesteld :

1° indien zij kandidaat keuronderofficier zijn, in de graden van brigadier en wachtweester;
2° indien zij kandidaat-lager onderofficier zijn, in de graad van brigadier".

Artikel 44.

Paragraaf 2 zou als volgt moeten beginnen : "De kandidaat-officier die aangesteld is in een hogere graad dan die van wachtmeester, wordt in de graad van wachtmeester aangesteld ...".

Paragraaf 3 zou als volgt moeten beginnen :

"De paragrafen 1 en 2 zijn van toepassing op de kandidaten die aangesteld zijn op grond van artikel 14 ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 45.

Aan het slot van dit artikel moet worden gelezen :

"... rekening gehouden met de algemene waarderingscijfers vastgesteld overeenkomstig de paragrafen 1 van de artikelen 25, 30 en 34".

Artikel 47.

Dit artikel zou als volgt moeten worden gelezen :

"Artikel 47.-

Om in de graad van wachtmeester, van opperwachtmeester of van onderluitenant te kunnen worden benoemd, mag de kandidaat de leeftijd van 35 jaar niet bereikt hebben, behalve in de gevallen bedoeld in de artikelen 15, 28, 32, 36 en 37".

.../...

TITEL V (artikelen 48 tot 57).

De artikelen 48 tot 57 van het ontwerp bedoelen te voorzien in de uitvoering van artikel 6 van de wet van 27 december 1973 betreffende het statuut van het personeel van het actief kader van het operationeel korps van de rijkswacht.

De voornaamste bepalingen van dat artikel 6 luiden :

"§ 1. De Minister van Landsverdediging beoordeelt de zedelijke hoedanigheden van de kandidaat vooraleer deze zijn vorming aanvangt.

Deze beoordeling kan in de loop van de opleiding gewijzigd worden.

De Minister van Landsverdediging beoordeelt de zedelijke hoedanigheden van de kandidaat opnieuw :
...

§ 2. De adviezen over een kandidaat uigebracht met het oog op het opmaken van de beoordelingen bedoeld bij § 1, worden aan de belanghebbende medegedeeld.

§ 3. De kandidaat kan een verhaal indienen voor een commissie van beroep die vertegenwoordigers van de Ministers van Landsverdediging, van Binnenlandse Zaken en van Justitie omvat.

De Koning bepaalt de ontvankelijkheidsvoorwaarden van het verhaal, de samenstelling van de commissie en de procedureregelen".

Uit de bepalingen van het ontwerp en inzonderheid uit artikel 51, § 2 en uit de artikelen 53 tot 55 blijkt dat het door artikel 6, § 3 van de wet van 27 december 1973 ingestelde beroep volgens de Regering openstaat, niet tegen de

.../...

beslissing van de Minister van Landsverdediging omtrent de zedelijke hoedanigheden van een kandidaat, over welke beslissing paragraaf 1 van het artikel handelt, maar tegen in paragraaf 2 bedoelde adviezen die worden uitgebracht met het oog op het opmaken van die beslissing.

Artikel 6, § 3, van de wet zegt niet uitdrukkelijk tegen welke handeling de kandidaat kan opkomen bij de commissie van beroep. Die vaagheid van de tekst geeft aanleiding tot een ernstige moeilijkheid bij de interpretatie.

In de meeste gevallen wordt een hoger beroep opengesteld tegen een beslissing, zulks om de betrokkene gelegenheid te geven een nieuwe beslissing te verkrijgen die de oorspronkelijke teniet doet. In enkele aangelegenheden echter staat het beroep open tegen een voorstel en dat beroep is een hoger beroep in die zin dat het kan leiden tot een nieuwe handeling die het betwiste voorstel teniet doet. Dat is bijvoorbeeld het geval voor de toepassing op het rijkspersoneel van de zwaarste tuchtstraffen en van de maatregel tot het stellen in disponibiliteit door ambtsontheffing in het belang van de dienst (koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, artikelen 82 tot 95bis; koninklijk besluit betreffende de stand disponibiliteit van het rijkspersoneel, artikel 11). Ofschoon de tekst van artikel 6, § 3, werkt met de term "commissie van beroep", sluit hij bijgevolg niet uit dat die bepaling het beroep openstelt tegen de in paragraaf 2 bedoelde adviezen. Voor die interpretatie pleit dat de paragraaf die het beroep openstelt, onmiddellijk volgt op de paragraaf die de verplichting oplegt de adviezen aan de belanghebbende mede te delen : op goede gronden mag worden aangenomen dat die mededeling bedoeld is om gelegenheid te geven beroep in te stellen tegen de onderscheiden adviezen.

.../...

In de uiteenzetting die de Minister van Landsverdediging voor de commissie voor de Landsverdediging van de Senaat heeft gehouden, heeft hij volgens de Franse tekst van het verslag van de commissie dat beroep vernoemd als een beroep dat openstaat "au sujet des avis émis" :

"5. Article 6. Cet article prévoit la possibilité d'un recours au sujet des avis émis à l'égard d'un élève officier ou sous-officier et ce, devant une commission d'appel comprenant des représentants des Ministres de la Défense nationale, de l'Intérieur et de la Justice.

Cet nouveauté tient compte de la dépendance de la gendarmerie à l'égard des trois départements" (verslag namens de Commissie voor de Landsverdediging uitgebracht door de h. VERLEYSEN, gedr. st., Senaat, zitting 1972-1973 nr 342, blz. 2).

Volgens de Nederlandse tekst van de aangehaalde passus staat daarentegen beroep open tegen "de beoordeling" van de zedelijke hoedanigheden van de kandidaat : "In dit artikel, wordt een verhaal voorzien tegen de beoordeling van een leerling-officier of onderofficier..." (aangehaald gedr.st.).

Er moge op worden gewezen dat artikel 6 de term beoordeling (appréciation) alleen gebruikt voor de beslissing van de Minister van Landsverdediging in verband met de zedelijke hoedanigheden van de kandidaat.

In de uiteenzetting betreffende de "artikelsgewijze bespreking" geeft het verslag namens de Commissie voor de Landsverdediging van de Senaat in verband met artikel 6 een aantal aanwijzingen. De belangrijkste voor het hier onderzochte probleem lijken de volgende te zijn :

.../...

"Artikel 6. Dit artikel voert een belangrijke nieuwigheid in, nl. het recht van de kandidaat om verhaal in te dienen bij een commissie van beroep, indien hij het niet eens is met de beoordeling van zijn zedelijke hoedanigheden. Dit is op dit ogenblik niet het geval. Opdat deze commissie objectief zou kunnen oordelen, zal zij samengesteld zijn uit vertegenwoordigers van de onderscheiden ministers betrokken bij de rijkswacht.

...

Een lid vreest dat de beoordeling van de "zedelijke hoedanigheden" nog al eens subjectief zou kunnen wezen, waarop de Minister repliceert dat juist om dit bezwaar weg te werken, de beroepscommissie wordt ingesteld" (aangehaald gedr. st., blz 6-7).

Komt het luidens artikel 6, § 1, de Minister toe een beslissing te nemen waarbij de zedelijke hoedanigheden van de kandidaat worden beoordeeld, ook de in paragraaf 2 van dat artikel bedoelde adviezen kunnen beoordelingen omtrent diezelfde hoedanigheden bevatten. Dat is wellicht de reden waarom in de parlementaire voorbereiding nu eens de term "beoordeling", dan weer de term "advies" is gebruikt ter aanduiding van de adviezen die aan de beslissing van de Minister voorafgaan.

Heeft, bovendien, het instellen van een commissie van beroep ontegenzeglijk tot doel een grotere objectiviteit van de beoordelingen te bewerken in de bijzondere kiese aangelegenheid die het toetsen van de vereiste zedelijke hoedanigheden is, en werd de aldus ingestelde waarborg als een "belangrijke nieuwigheid beschouwd", het daarmee beoogde doel kan worden bereikt in een systeem waarin voor de kandidaat beroep openstaat tegen de adviezen bedoeld in artikel 6, § 2. Volgens dat systeem kan de kandidaat immers voor de commissie van beroep alle middelen en argumenten doen gelden welke hij meent op goede gronden tegen het betwiste advies te kunnen aanvoeren. Acht hij het nuttig,

.../...

dan zal hij een getuigenverhoor kunnen vorderen. Een nieuw advies zal worden uigebracht en dat advies zal o.m. de waarborg bieden dat het door een college van drie leden wordt gegeven. Met een zodanig advies is het de Minister ongetwijfeld mogelijk, aan het einde van de procedure een meer objectieve beoordeling over de zedelijke hoedanigheden van de kandidaat te geven.

In het raam van de bespreking van het ontwerp door de Commissie voor de Landsverdediging van de Kamer van Volksvertegenwoordigers wenste een lid te vernemen "welke de zedelijke hoedanigheden van de kandidaat zijn, die krachtens artikel 6 aan de beoordeling van de Minister zijn onderworpen en waarom deze beoordeling uisluitend aan de Minister van Landsverdediging wordt overgelaten" (verslag namens de Commissie uitgebracht door de h. VAN DESSEL; gedr.st.Kamer, zitting 1972 1973, nr 649/2, blz. 2).

Het verslag vermeldt dat de Minister de volgende uitleg heeft verstrekt :

"In zijn antwoord trekt de Minister de aandacht op het feit dat hij, krachtens de wet, de beheerder is van de rijkswacht, terwijl de Ministers van Binnenlandse Zaken en van Justitie de gebruikers ervan zijn.

Wat de morele hoedanigheden van de kandidaten betreft, geeft de Minister toe dat het gaat om een zeer abstract begrip dat op uiteenlopende wijze kan worden omschreven. Wat hier wordt bedoeld is het afwezig zijn van één of andere ernstige morele kwaal. Dit wordt o.m. bevestigd door de afwezigheid van een strafregister en door het voorleggen van een getuigschrift van goed gedrag en zeden. Wat betreft de beoordeling van de zedelijke hoedanigheden die uitsluitend tot de bevoegdheid van de Minister van Landsverdediging behoort, verklaart de Minister dat de Ministers van Justitie en van Binnenlandse Zaken geenszins de wens hebben geuit daarbij te worden betrokken; daarenboven bestaat

.../...

voor de kandidaat de mogelijkheid om verhaal in te dienen tegen een ongunstige beoordeling. Billijkheidshalve worden de Ministers van Justitie en Binnenlandse Zaken bij het onderzoek van dit verhaal betrokken".

De verklaringen die voor de Commissie van de Senaat zijn afgelegd, zijn niet duidelijk en nauwkeurig genoeg.

Het tekstverband in acht genomen lijkt het evenwel gewettigd een bijzonder belang te hechten aan de verklaring waarin de Minister van Landsverdediging erop gewezen heeft dat het alleen hem toekomt de morele hoedanigheden van de kandidaten te beoordelen, daar de Ministers van Justitie en van Binnenlandse Zaken niet bij die beslissing betrokken zijn en "geenszins de wens hebben geuit daarbij te worden betrokken". Maar artikel 6 § 3 zo interpreteren dat het beroep openstaat tegen de beslissing van de Minister van Landsverdediging, komt erop neer een regeling te aanvaarden volgens welke die beslissing kan worden teniet gedaan door de commissie van beroep, waarin o.m. een vertegenwoordiger van de Minister van Justitie en een vertegenwoordiger van de Minister van Binnenlandse Zaken zitting hebben; zodat, in geval van beroep, de Ministers van Justitie en van Binnenlandse Zaken, door toedoen van hun vertegenwoordigers, niet alleen bij het onderzoek van het beroep maar ook bij de eindbeslissing betrokken zouden zijn.

Volgens de algemene beginselen van ons publiekrecht hebben de Ministers, voor wie krachtens de Grondwet een bijzondere verantwoordelijkheid geldt, gezag over de verschillende rijksdiensten en dezer ambtenaren. Het zou derhalve niet met die beginselen stroken, dat de door een Minister genomen beslissing zou worden blootgesteld aan een beroep bij een niet-rechtsprekende commissie bestaande uit ambtenaren of uit

.../...

"vertegenwoordigers" van verscheidene Ministers (1).

Conclusie :

1) men dient de interpretatie aan te nemen die de Regering heeft gegeven aan artikel 6 van de wet van 27 december 1973 en volgens welke dat artikel beroep bij de commissie van beroep openstelt, niet tegen de beslissing waarbij de Minister de morele hoedanigheden van een kandidaat beoordeelt, maar tegen de adviezen die met het oog op het opmaken van die beoordeling moeten worden uitgebracht;

2) de hiervoren uiteengezette interpretatiemoeilijkheden zijn van die aard dat de Raad van State het hoogst wenselijk acht dat de Regering ze zou ondervangen, hetzij door een ontwerp van interpretatieve wet, hetzij naar aanleiding van een wijziging van artikel 6 van de wet van 27 december 1973.

Artikel 48.

Om de redenen die bij artikel 1 zijn opgegeven, moeten de woorden "en die de achtbaarheid, vereist van een personeelslid van de rijkswacht bezit" vervallen. De tekst wordt dan : "De voor de Staat...onontbeerlijke morele hoedanigheden bezit de kandidaat die ..."

.../...

---

(1) De Raad van State heeft een opmerking in die zin gemaakt in verband met het ontwerp waaruit is ontstaan de wet van 19 februari 1965 betreffende de uitoefening van de zelfstandige beroepsactiviteiten der vreemdelingen (Gedr.st. Senaat, zitting 1963-1964, blz 7) (Zie ook het verslag van de Commissie van de Kamer van Volksvertegenwoordigers : gedr. st., Kamer, zitting 1964-1965, nr 924/2, blz 2).

Artikel 49.

In paragraaf 1 moeten de woorden "worden slechts uitgebracht door de commandant van de rijkswacht" worden vervangen door de woorden "worden gegeven door de commandant van de rijkswacht".

In paragraaf 2 dient te worden gelezen : "... of van diens gemachtigde geeft de burgemeester een getuigschrift van goed zedelijk gedrag betreffende de kandidaat af".

Artikel 50.

Aan het slot van de inleidende volzin van paragraaf 1 moet worden gelezen : "Over de morele hoedanigheden van de leerling".

Vooraan in paragraaf 2 moet worden gelezen :

"De adviezen vermelden of ..." (voorts zoals in het ontwerp).

Artikel 51.

In paragraaf 1 moet het woord "ongunstig" vervallen.

Krachtens artikel 6, § 2, van de wet van 27 december 1973 immers worden de adviezen die de Minister over een kandidaat uitbrengt "met het oog op het opmaken van de beoordelingen, aan de belanghebbende medegedeeld" ongeacht of ze gunstig dan wel ongunstig zijn.

.../...

Het onderwerp van paragraaf 1 van artikel 51 is nauw verwant met dat van paragraaf 1 van artikel 52, zodat het logischer zou zijn die bepalingen samen te brengen in één paragraaf 1 van artikel 51, waarvoor de volgende tekst wordt voorgesteld :

"§ 1. De overeenkomstig de artikelen 49 en 50 uitgebrachte adviezen worden ter kennis van de betrokkenen gebracht.

Zij worden uitgebracht, ter kennis gebracht en overgezonden op de wijze door de Minister van Landsverdediging bepaald".

+

Paragraaf 2 bepaalt niet welke bevoegde overheid gemachtigd is om het beroep tegen de adviezen van de commandant van de rijkswacht in ontvangst te nemen.

Overigens zou paragraaf 2 beter als volgt worden geredigeerd :

"De betrokkene mag... beroep instellen... De kennisgeving maakt melding van dat recht en van de procedure in beroep".

Artikel 52.

Deze bepaling zou nog alleen bestaan uit de huidige paragraaf 2 waarin het woord "bepaalt" zou moeten worden vervangen door "wijst ... aan".

+

Het verdient aanbeveling het opschrift van hoofdstuk III als volgt te lezen : "Commissie van beroep"; de bevoegdheid van die commissie wordt voor het overige vastgesteld in de wet en in de bepalingen van het ontwerp.

.../...

Dit hoofdstuk bevat slechts één maatregel ter uitvoering van artikel 6, § 3, tweede lid, van de wet van 27 december 1973, nl. artikel 54, hetwelk bepaalt dat de commissie van beroep wordt voorgezeten door een (lees "de") vertegenwoordiger van de Minister van Landsverdediging.

Die ene bepaling is vanzelfsprekend niet voldoende ter uitvoering van de wet.

Het ontwerp (en niet het ontwerp-ministerieel besluit, L. 13.281, artikel 52) zou de vertegenwoordigers moeten aanwijzen, niet alleen van de Minister van Landsverdediging maar ook van de Ministers van Justitie en van Binnenlandse Zaken (zie de opmerking gemaakt bij artikel 54).

Artikel 53.

Het woord "adviescommissie" zou moeten worden vervangen door "commissie" om de reden die opgegeven is in verband met het opschrift van hoofdstuk III.

Deze opmerking geldt ook voor artikel 54.

Ook zou moeten worden voorzien in de kennisgeving aan de betrokkene van de beoordeling welke de Minister van Landsverdediging geeft overeenkomstig artikel 6, §1, van de wet van 27 december 1973.

Artikel 54.

Volgens artikel 6,§ 3, tweede lid, van de wet van 27 december 1973 bepaalt de Koning "de ontvankelijkheidsvoorwaarden van het verhaal, de samenstelling van de commissie (van beroep) en de procedureregelen".

.../...

De Koning behoort die bepaling met het onderhavige artikel uit te voeren.

Artikel 55.

Dit artikel bepaalt :

"De procedure is niet tegensprekelijk. De commissie oordeelt naar bescheiden; zij kan van de commandant van de rijkswacht de verduidelijkingen verkrijgen die zij nuttig oordeelt voor de uitoefening van haar bevoegdheden.

De leerling die vraagt gehoord te worden, wordt door de voorzitter toch opgeroepen in geval het verhaal een advies, uitgebracht overeenkomstig artikel 50, betreft.

De leerling die voor de commissie verschijnt mag zich laten bijstaan door een personeelslid van de rijkswacht van zijn keuze".

Afgezien van het bepalen van de handeling waartegen het in artikel 6, § 3, van de wet van 27 december 1973 bedoelde beroep kan worden ingesteld, lijdt het geen twijfel dat de wetgever met die bepaling een quasi-jurisdictioneel beroep en niet alleen maar een nieuw onderzoek van het dossier door een andere administratieve overheid dan de Minister van Landsverdediging heeft willen organiseren. Die wil blijkt niet alleen uit de bewoordingen van paragraaf 3 ("verhaal","commissie van beroep", "ontvankelijkheidsvoorwaarden", "procedureregelen"), maar ook uit twee passussen uit de parlementaire voorbereiding van de wet :

.../...

a) Volgens het verslag namens de Commissie voor de Landsverdediging voert :

"Dit artikel (6) ... een belangrijke nieuwigheid in, nl. het recht van de kandidaat om verhaal in te dienen bij een commissie van beroep, indien hij het niet eens is met de beoordeling van zijn zedelijke hoedanigheden. Dit is op dit ogenblik niet het geval. Opdat deze commissie objectief zou kunnen oordelen, zal zij samengesteld zijn uit vertegenwoordigers van de onderscheiden Ministers betrokken bij de rijkswacht.

Een lid vraagt of het betrokkenen toegelaten is zich te laten bijstaan door een verdediger, advocaat of syndicale afgevaardigde ? Het antwoord is bevestigend.

...

Een lid vreest dat de beoordeling van de "zedelijke hoedanigheden" nog al eens subjectief zou kunnen wezen, waarop de Minister repliceert dat juist om dit bezwaar weg te werken, de beroepscommissie wordt ingesteld.

Een ander lid vraagt hoe dergelijke problemen tot op heden opgevangen worden. De Minister herhaalt dat dit juist de grote nieuwigheid is, want dat tot op heden er geen verhaal mogelijk is" (Senaat, 1972-1973, gedr.st. nr 342, blz 6-7).

b) De verslaggever, de h. VERLEYSEN, heeft onder meer het volgende verklaard in de Senaatsvergadering van 28 juni 1973 :

"Ten derde wordt een zeer belangrijke nieuwigheid ingevoerd; er wordt nl. in een verhaal voorzien tegen de beoordeling van de leerling-officier of leerling-onderofficier en dit voor een commissie van beroep, samengesteld uit vertegenwoor-

.../...

digers van de Ministers van Landsverdediging, Binnenlandse Zaken en Justitie. Van groot belang is het feit, dat het betrokken personeelslid zich mag laten bijstaan door een verdediger naar keuze" (Handelingen, blz 2040).

In het licht van die parlementaire voorbereiding kan artikel 6, § 3, van de wet van 27 december 1973 niet worden uitgevoerd dan op grond van de volgende beginselen :

1. Het beroep moet openstaan voor eenieder - kandidaat of leerling - wiens morele hoedanigheden overeenkomstig het ontwerp moeten worden beoordeeld.

2. De beroepsprocedure moet in alle gevallen op tegenspraak worden gevoerd.

3. Wegens de ernst van de gevolgen van een ongunstige beoordeling, en opdat allen tijdens de op tegenspraak gevoerde debatten op gelijke voet worden behandeld, behoren degenen die het beroep instellen steeds gehoord of behoorlijk opgeroepen te worden.

4. Opdat de procedure werkelijk op tegenspraak wordt gevoerd, moeten de betrokkenen zich vrij kunnen laten bijstaan door een verdediger, een advocaat of een vakbondsafgevaardigde.

Artikel 55 moet dus worden herzien.

.../...

Artikel 59.

De Regering bedoelt een overgangsbepaling vast te stellen bij wege van een wijziging van het koninklijk besluit van 11 januari 1966, maar zoals die wijziging is voorgesteld zal ze nooit toepassing kunnen vinden daar artikel 60, 2°, van het ontwerp met ingang van 1 maart 1979 het genoemde koninklijk besluit van 11 januari 1966 opheft, terwijl de in dat koninklijk besluit aangebrachte wijziging op 1 maart 1979 in werking zou treden en tevens op diezelfde datum opgeheven zou worden.

Die overgangsmaatregel behoort derhalve te worden opgenomen in artikel 62 van het ontwerp terwijl paragraaf 3 van artikel 59 moet vervallen.

In het voorgestelde artikel 6 schrijve men onder 2 "rechterlijke organisatie" en onder 3 "beginselen van het strafrecht en de strafrechtspleging".

.../...

Artikel 60.

Het koninklijk besluit van 24 juli 1939 tot regeling van de toepassing bij de rijkswacht van artikel 8 van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger dient te worden opgeheven.

Het ministerieel besluit van 13 juli 1964 wordt opgeheven door het ontwerp-besluit L. 13.281/2. In artikel 60 van het ontwerp moet derhalve 4° vervallen.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 60.-

Opgeheven worden :

1° het koninklijk besluit van 24 juli 1939 tot regeling van de toepassing bij de rijkswacht van artikel 8 van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger;

2° het koninklijk besluit van 11 augustus 1953 betreffende de dienstnemingen en de wederdienstnemingen bij de rijkswacht, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 28 juli 1961, 29 november 1963, 25 september 1964, 11 november 1971 en 16 mei 1978;

3° het koninklijk besluit van 11 januari 1966 betreffende de werving en de vorming van de kandidaat-rijkswachtofficieren langs het kader, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 7 januari 1967 en 29 februari 1972;

4° artikel 21, A, 13° ... (zoals in het ontwerp) ...".

.../...

Artikel 61.

Volgens artikel 64 van het ontwerp moet het koninklijk besluit uitwerking krijgen met ingang van 1 maart 1979. Het zal echter na die datum worden bekendgemaakt. Wat gebeurt er met de kandidaturen die op geldige wijze zijn ingediend volgens de thans geldende regeling ? Het zou in strijd zijn met de algemene beginselen die kandidaturen, welke voor regelmatig worden gehouden op grond van de bepalingen van een bij hun indiening niet bekendgemaakt koninklijk besluit, met terugwerkende kracht ongeldig te verklaren.

Met inachtneming van deze opmerking wordt voorgesteld dit artikel als volgt te redigeren :

"Artikel 61.

§ 1. De geldige kandidaturen voor een cyclus opleiding tot onderofficier, die zijn ingeschreven vóór de bekendmaking van dit besluit in het Belgische Staatsblad en waarvoor nog geen beslissing tot toelating is genomen, blijven, wat het bepaalde in de artikelen 1 tot 14, 18 en 49 betreft, onderworpen aan de reglementering die van kracht was vóór die bekendmaking.

§ 2. De kandidaten voor de eerstvolgende cyclus opleiding tot officier blijven, wat het bepaalde in de artikelen 1 tot 14, 18 en 49 betreft, onderworpen aan de reglementering die van kracht was vóór de bekendmaking van dit besluit in het Belgisch Staatsblad".

.../...

Artikel 62.

Dit artikel zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 62.

De leerlingen van een opleidingsjaar dat vóór de bekendmaking van dit besluit in het Belgisch Staatsblad is aangevangen, blijven tot en met de eventuele benoeming die dat jaar afsluit, wat het bepaalde in de artikelen 23 tot 38, 45 en 47 betreft,onderworpen aan de regels die vóór die bekendmaking toepassing vonden. De kandidaat-officieren van de lopende cyclus van voortgezette opleiding volgen echter eveneens de cursus economisch, financieel en sociaal strafrecht".

Artikel 63.

1° Artikel 63 stelt artikel 6 van de wet van 27 december 1963 in werking met ingang van 1 maart 1969.

Het genoemde artikel 6, op paragraaf 3 na, is voor de officieren en kandidaat-officieren in werking gesteld bij het koninklijk besluit van 2 april 1976.

Thans behoort artikel 6 dus in werking te worden gesteld voor zover het niet in werking is gesteld bij het koninklijk besluit van 2 april 1976.

2° Artikel 5 van de wet van 27 december 1963 is voor de officieren en kandidaat-officieren in werking gesteld bij het koninklijk besluit van 2 april 1976.

Het is vervangen door artikel 4 van de wet van 8 juni 1978, hetwelk de Koning luidens artikel 12 van dezelfde wet in werking kan stellen.

Het ontwerp stelt op dezelfde datum in werking, enerzijds artikel 5 van de wet van 27 december 1973, anderzijds artikel

.../...

4 van de wet van 8 juni 1978. Het is voldoende artikel 4 van de wet van 8 juli 1974 in werking te stellen.

3° Artikel 2 van de wet van 27 december 1973 is voor de officieren en kandidaat-officieren in werking gesteld bij het koninklijk besluit van 2 april 1976; het is bij het koninklijk besluit van 10 augustus 1978 in werking gesteld voor zover het nog niet in werking was gesteld krachtens het koninklijk besluit van 2 april 1976.

Artikel 10 van dezelfde wet is in werking gesteld bij het koninklijk besluit van 10 augustus 1978.

Die twee artikelen moeten dus vervallen in de opsomming van artikel 63, 2°, van het ontwerp.

4° De wijziging die in de wet van 27 december 1973 is aangebracht door de wet van 13 juni 1976, hoeft niet vermeld te worden. De wet van 8 juni 1978 heeft ze overbodig gemaakt.

Zoals de Raad van State heeft voorgesteld in zijn advies L.13.273/2, zou het gewijzigde artikel 63 van het onderhavige ontwerp beter op zijn plaats zijn in het ontwerp waarop dat advies betrekking heeft.

Artikel 64.

De formulering "treedt in werking op" is hier niet geschikt. Men vervange ze door "heeft uitwerking met ingang van".

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

H. ROUSSEAU conseillers d'Etat,
Ch. HUBERLANT, staatsraden,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,

F. RIGAUX, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par Ch. MENDIAUX, auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Ch. MENDIAUX, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS. P. TAPIE.